

Kinshasa, le 15 Octobre 2020

Appel d'Offres référence LRPS-2020-9161988

Conduire l'évaluation sommative du « Projet d'amélioration de l'accès à l'école et de la qualité des apprentissages des enfants vulnérables au Kasai Central et Oriental ACCELERE! 4 Phase II: Urgences en République Démocratique du Congo (RDC).

Chère Madame / Cher Monsieur,

Afin d'assurer l'évaluation sommative du « Projet d'amélioration de l'accès à l'école et de la qualité des apprentissages des enfants vulnérables au Kasai Central et Oriental ACCELERE ! 4 Phase II: Urgences en République Démocratique du Congo (RDC), l'UNICEF lance ce présent appel à proposition pour la sélection d'une structure / cabinet disposant des compétences techniques et moyens matériels et humains nécessaires pour la réalisation de cette prestation dans le cadre d'un contrat institutionnel.

La soumission (qui comprendra une offre technique et une offre financière distinctes) sera transmise par mail à l'adresse : rdctenders@unicef.org au plus tard le **30 Octobre 2020 à 10 h 00** GMT (Heure de Kinshasa -1h).

Ce document d'appel à proposition est structuré en trois sections plus trois (3) annexes :

- A. Instructions aux soumissionnaires,
- B. Caractéristiques des offres et processus de sélection
- C. Les conditions spéciales de cet appel à proposition (appel d'offres),
- D. Informations et considérations d'ordre général
- E. Les Termes de Référence (TDR).
- F. Annexes :

Annexe 1 : FORMULAIRE DE PROPOSITION

Annexe 2 : PROFIL DU FOURNISSEUR

Annexe 3 : TERMES ET CONDITIONS GENERAUX DES CONTRATS DE L'UNICEF

Les instructions dans la Section A de ce document doivent être scrupuleusement respectées au risque de voir la soumission rejetée.

Les conditions spéciales de la sollicitation feront partie intégrale du/des Bon(s) de Commande / LTA (s) / Contrat(s) Institutionnels établis comme résultat de cette sollicitation. Un / des contrat(s) sous la forme de Bon(s) de Commande / LTA (s) / Contrat(s) Institutionnel(s) pourra être attribué au fournisseur ou aux fournisseurs ayant soumis des propositions valides représentant le meilleur rapport qualité / prix compte tenu des éléments et critères d'évaluation inclus dans ce document de sollicitation.

Le Bureau de l'UNICEF RDC remercie tous les soumissionnaires potentiels de l'intérêt qu'ils portent sur notre organisation et de leur contribution à l'accomplissement de nos fonctions de défendre les droits des enfants, d'aider à répondre à leurs besoins essentiels et de favoriser leur plein épanouissement, et attend avec intérêt leurs propositions.



15-10-2020

Sr. Supply & Log. Manager

A. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Pour répondre au présent Appel d'Offres les formalités et instructions à respecter sont celles indiquées ci-dessous.

Instructions aux Soumissionnaires	Exigences Particulières
Lieu et Adresse exacte où les propositions doivent être déposées/envoyées	Les propositions (technique et financière) doivent être soumises par courrier électronique (internet) à l'adresse ci-après : rdctenders@unicef.org ;
Date et heure limite de soumission des propositions	Les offres doivent être envoyées au plus tard le 30 Octobre 2020 à 10 h 00' GMT (Heure de Kinshasa +1h).
Ouverture publique des plis et procès-verbal	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui Vu le caractère de cet appel d'offre il n'y aura pas d'ouverture publique des plis
Demande d'information complémentaire	Toute demande de clarification ou d'information concernant cet appel à proposition doit être envoyée à l'adresse mail : rdcinfoprocurement@unicef.org ; 48 h avant la date limite d'envoi des offres. Le Bureau de l'UNICEF Kinshasa répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements relative à cet appel d'offres. Seules les demandes écrites auront une réponse.
Conformité des propositions	Toute proposition qui ne répondrait pas explicitement aux exigences du présent appel à proposition sera rejeté pour non-conformité et sans préjudice pour l'UNICEF.
Soumission des propositions	<p>➤ Les offres doivent-etre soumises par e-mail :</p> <p>Les propositions devront être envoyées à l'adresse mail rdctenders@unicef.org selon les instructions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux e-mails séparés: <ul style="list-style-type: none"> - Un e-mail contenant la proposition technique : LRPS 2020-9161988 – ACCELERE ! 4 Phase II: Urgences en RDC - Proposition technique - Un e-mail contenant la proposition financière : LRPS 2020 -9161988 – ACCELERE ! 4 Phase II: Urgences en RDC - Proposition financière <p>Fichiers à joindre en format pdf, ne dépassant pas 2Mo. (En cas de fichiers lourds, scinder les envois en plusieurs).</p>
Contenu de l'offre technique	Elle doit comporter deux parties distinctes A et B : Partie A : Dossier administratif comprenant (copie légalisée) : <ul style="list-style-type: none"> - Registre de commerce - Identification Nationale - Attestation fiscale à jour (DGI) - Attestation de la Caisse de Sécurité Sociale (CNSS)

	<p>L'absence de l'un ou plusieurs des quatre (4) documents ci-dessus entrainera le rejet automatique de l'offre.</p> <p>Partie B : La proposition technique comprenant les détails énumérés au point "a. Offre technique, contenu et critères de son évaluation" des termes de références.</p> <p>L'offre technique ne doit pas contenir d'information sur les prix proposés pour la prestation. Toute information financière retrouvée dans une offre technique / administrative entrainera automatiquement son rejet.</p>
Contenu de l'offre financière	<p>Elle doit être en HT/HTVA, en dollars américain et comporter les détails nécessaires sur toutes les rubriques permettant une meilleure analyse et comparaison.</p> <p>L'offre financière doit comporter les éléments de détails indiqués au point "a. Offre financière, caractéristiques de prise en compte dans la notation" des termes de références.</p>
Modifications des propositions	<ol style="list-style-type: none"> 1. Aucune proposition ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des propositions 2. Avant l'ouverture des propositions, les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur proposition après notification écrite reçue par l'UNICEF. L'email de retrait/modification devra indiquer la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT » 3. Une négligence de la part du soumissionnaire ne lui confère aucun droit pour le retrait de la proposition après l'ouverture. 4. L'UNICEF se réserve le droit d'écarter toute proposition présentant des effacements, ratures, surcharges, mentions complémentaires ou modifications portées principalement sur les textes originaux de l'ensemble des documents de l'appel à proposition.
Erreur dans la proposition et correction	<p>Il est attendu que les soumissionnaires examinent soigneusement leurs propositions et toutes les instructions concernant la prestation ou la proposition et de s'assurer que les montants sont corrects.</p>
Eclaircissements à apporter aux propositions	<p>La demande d'éclaircissements sur une proposition et la réponse qui lui est apportée seront formulées par email à l'adresse suivante : rdcinfoprocedure@unicef.org; et aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, sauf si cela est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par l'UNICEF lors de l'évaluation des soumissions.</p> <p>Tout amendement et/ou complément d'information relatif au document d'appel d'offres sera par ailleurs posté sur le site internet de l'UNICEF à l'adresse suivante : https://www.unicef.org/drcongo/agir/devenir-fournisseur;</p> <p>Les demandes de renseignements reçues moins de deux (2) jours ouvrables avant la date de clôture ne seront pas prises en compte.</p>
Droits de l'UNICEF	<p>L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute proposition, quelle qu'elle soit. L'UNICEF se réserve le droit d'annuler la procédure de l'AO et</p>

	<p>d'écarter toutes les propositions, à un moment quelconque avant l'attribution des marchés, sans recours de responsabilité quelconque vis-à-vis du ou des soumissionnaires concernés et sans être tenu d'informer le ou les soumissionnaires affectés des raisons de sa décision.</p> <p>L'UNICEF ne pourra pas être tenu responsable des dépenses que les soumissionnaires auront engagées pour préparer leurs réponses à l'appel à proposition.</p>
Propriété de l'UNICEF	<p>Pour cet appel à proposition, les demandes d'informations supplémentaires ainsi que les réponses et les propositions envoyées sont considérées propriété de l'UNICEF. Tout le matériel soumis en réponse à cet appel à proposition sera à l'UNICEF.</p>
Langue de la proposition	<p><input checked="" type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre : N/A</p> <p>Soumissionner dans toute autre langue que celles indiquées dans l'AO annulera la proposition soumise.</p>
Devise de la proposition	<p><input checked="" type="checkbox"/> Dollar américain <input type="checkbox"/> Autre : N/A</p> <p>Soumissionner dans toute autre devise que celles indiquées dans l'AO annulera la proposition soumise.</p>
Durée de la validité des propositions de prix à compter de la date de soumission	<p><input checked="" type="checkbox"/> 90 jours après l'ouverture des offres</p> <p>Dans des circonstances exceptionnelles, l'UNICEF pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de la proposition de prix au-delà de ce qui est indiqué dans ce document d'appel à proposition. Le soumissionnaire devra alors confirmer par écrit la prorogation sans pour autant apporter des modifications sur la proposition des prix.</p>
Calendrier indicatif du déroulement de la présente consultation	<ul style="list-style-type: none"> • Date d'envoi de l'avis de consultation : 15 octobre 2020 • Date limite de réception des questions, demande renseignements : deux (2) jours travaillés avant la date limite de réception des offres, • Date limite de dépôt des offres : 30 octobre 2020 à 10h00' GMT (heure de Kinshasa+1), • Date d'ouverture des plis : le 30 Octobre 2020 à 12 h 00 (Heure de Kinshasa), • Notification du marché, signature de l'accord à long terme : dans les 30 jours qui suivront l'ouverture des plis.

B. CARACTERISTIQUES DES OFFRES ET PROCESSUS DE SELECTION

1. Contenu des offres et critères d'évaluation

Tout soumissionnaire intéressé par le présent appel d'offres devra fournir suffisamment d'informations dans la proposition technique visant à démontrer la conformité avec l'exigence fixée dans chaque section. Les propositions devront inclure une proposition technique une offre financière.

1.1. Offre technique

L'offre technique sera composée d'un dossier administratif et d'une proposition technique.

a. **Dossier administratif** (Partie A)

Il est constitué des documents ci-dessous :

- Registre de commerce
- Numéro d'Identification Nationale
- Attestation fiscale à jour (DGI)
- Attestation de la Caisse de Sécurité Sociale (CNSS).

- **Le numéro d'immatriculation au portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (UNGM)**. Nous vous demandons de bien vouloir vous inscrire, au minimum, aux étapes de base et de niveau 1. Pour l'inscription et les instructions sur la façon de procéder. Veuillez consulter le site UNGM : <https://www.ungm.org/Public/Pages/RegistrationProcess>

L'absence de l'un ou plusieurs des documents ci-dessus entrainera le rejet automatique de l'offre.

Le dossier administratif ne fera pas l'objet de notation mais de vérification. L'absence d'un ou plusieurs documents prouvant l'existence légale ou la conformité de l'entreprise avec l'administration congolaise peut entrainer le rejet pur et simple de l'offre du soumissionnaire.

b. **Proposition technique** : composition et évaluation

La proposition technique (Partie B de l'offre) comportera les éléments détaillés ci-dessous :

Méthodologie et Plan de travail

- Présentation du travail demandé et mise en évidence par :
 - La méthodologie et l'approche proposée
 - La liste des tâches (séquençage des différentes activités) à accomplir
- Chronogramme indicatif des activités prévues
 - La durée pour chaque étape proposée, désagrégée
 - La durée en jours calendaires pour exécuter l'ensemble de tâches

Capacité technique

- Une présentation du profil du cabinet décrivant les activités récentes
- Profil et CV du personnel clé affecté à ce travail montrant les qualifications requises, en précisant leurs rôles et responsabilités dans la mission

Expérience antérieure

- Le portfolio du Cabinet dans la réalisation de guides méthodologiques ou outils didactiques comparables à ceux attendus de la prestation demandée, exemples de travail similaire exécuté au profit d'autres clients dans les cinq dernières années (gouvernement, agences du Système des Nations Unies, ONG internationales, etc.)
- Au minimum 3 attestations d'évaluation positive pour chaque contrat.

La proposition technique sera évaluée et notée sur la base des critères ci-dessous. Toute proposition qui ne couvrira qu'une partie de ces critères sera rejetée. Le Soumissionnaire est tenu d'examiner toutes les instructions, conditions et spécifications figurant dans les termes de référence.

Grille d'évaluation technique :

CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE		Max. Points obtainable
1.	Approche methodologies	
1.1	Compréhension globale des TDR et des aspects clefs à étudier notamment dans le contexte de l'urgence	5
1.2	Canevas de l'approche méthodologique proposée (selon la pertinence du canevas proposé pour la réponse aux questions d'évaluation)	20
1.3	Méthodes de collecte des données y compris l'échantillonnage	10
1.4	Méthodes d'analyse des données	10
1.5	Faisabilité technique de la proposition dans le temps prévu (plan de travail 5 pts ; Rôles et responsabilités des membres de l'équipe 5pts)	10
	Sous-Total	55
2	Expérience des capacités et des ressources	
2.1	Expertise et expérience du Team Leader/Evaluateur Principal : expérience professionnelle confirmée à l'international y compris en collecte et analyse des données, (INEE, IASC, GPE, etc.) et principes humanitaires ; maîtrise des outils et de langues décrites dans les TdR	15
2.2	Expertise et Expérience des autres membres de l'équipe (selon expertise thématique ciblée, connaissance du contexte et maîtrise des méthodes d'évaluation et de recherche 5pts ; selon domaine d'évaluation et domaine thématique ciblé au niveau national 5pts)	10
	Sous-Total	25
	TOTAL	80

Chaque proposition se verra attribuer un score technique et financier sur 100 points suivant la grille ci-dessus. Pour qu'une proposition technique soit jugée techniquement qualifiée, elle doit obtenir un score minimum de 55 points sur 80. Les propositions techniques n'ayant pas obtenu le score minimum ne seront pas considérées pour la suite du processus de sélection.

L'offre technique ne doit contenir aucune information sur les prix des services offerts. Toute information financière retrouvée dans une offre technique entrainera automatiquement son rejet.

1.2. Offre financière

a. Contenu

L'offre financière doit être hors taxes, hors TVA, en dollar américain et comporter le détail des prix des services offerts et des autres coûts liés à la prestation.

Les éventuels voyages se feront en classe économique et leurs coûts seront considérés à titre indicatif. Au moment de l'exécution du contrat avec le prestataire retenu les billets d'avion seront remboursés à l'identique.

b. Détermination de la notation de l'offre financière

L'offre financière sera notée sur un total de 30 points. Le maximum des points sera attribué à l'offre financière la moins disante et la note financière de chaque offre sera déterminée de la manière suivante :

$$\frac{\text{Montant Offre financière la plus basse}}{\text{Montant offre financière considérée}} \times 20$$

1.3. Détermination de la note finale et classement

La note finale de chaque soumissionnaire sera la somme de sa note technique et sa note financière. Les soumissionnaires seront classés par ordre de leur note finale.

1.4. Signature du Contrat

Le contrat sera signé avec le soumissionnaire qui a obtenu la meilleure note finale sous quinze (15) jours à compter de la date de dépouillement des offres financières.

C. CONDITIONS SPECIALES DE CET APPEL D'OFFRES

a. Engagement contractuel et Pénalités de retard

Le cabinet sélectionné a l'obligation de mettre à la disposition de l'UNICEF le personnel dont le CV a été utilisé dans la soumission technique. Toute modification de personnes après sélection entrainera l'annulation de fait du contrat.

Si le contractant n'arrive pas à terminer le travail dans les délais convenus dans le contrat, des pénalités seront appliquées par l'UNICEF en déduisant 0.1% par jour de retard sur la valeur des prestations non exécutées dans les délais jusqu'à concurrence de 10% de la valeur totale du contrat.

Le paiement ou la déduction de tels dommages ne dispensera pas le contractant de ses obligations ou responsabilités relatives au contrat.

b. Calendrier des paiements

Les paiements se feront après prestations et sur la base de la proposition du soumissionnaire analysée et acceptée par UNICEF.

c. Termes de paiement / Rabais

Les termes de paiement standards de l'UNICEF sont de **30 jours** ouvrables après la réception de la facture accompagnée de tous les documents pertinents tel que stipulés dans le Bon de Commande/Contrat de l'UNICEF. Tout rabais doit clairement être indiqué dans le formulaire de l'offre.

d. Liquidation des dommages

Pour des retards de livraison non préalablement négociés et expressément acceptés, l'UNICEF sera habilitée à réclamer une liquidation de dommages et à déduire par jour de retard 0.5% de la valeur des articles/services conformément au Bon de Commande/Contrat, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur de l'achat. Tout problème émanant d'une qualité inférieure ou de non-conformité aux spécifications sera évalué et résolu indépendamment. Le paiement ou la déduction de la liquidation de dommages ne libère pas le fournisseur de ses autres obligations ou engagements conformément au Bon de Commande/Contrat.

D. INFORMATIONS ET CONSIDERATIONS D'ORDRE GENERAL

a. Droit d'accepter, de rejeter les soumissions ou de les déclarer non conformes

L'UNICEF se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute soumission, de déclarer tout ou partie des soumissions non-conformes, et de rejeter toutes les soumissions à tout moment avant l'attribution du contrat, sans engager sa responsabilité ou être tenu d'informer le ou les soumissionnaires concernés des motifs de sa décision.

L'UNICEF vérifiera également si les soumissionnaires figurent sur la liste récapitulative des personnes et entités liées à des organisations terroristes de l'ONU, la liste des fournisseurs suspendus ou radiés du registre des fournisseurs de la Division des Achats du Secrétariat des Nations Unies, la liste d'exclusion de l'ONU et toute autre liste pouvant être établie ou reconnue par la politique de l'UNICEF en matière de sanction des fournisseurs, et rejettera immédiatement leurs soumissions le cas échéant.

b. Evaluation des commissionaires retenus

Le cabinet qui sera retenu pour la signature du contrat fera l'objet d'une autre évaluation pour laquelle il lui sera demandé les états financiers certifiés des années 2017 et 2018 ci-dessous :

- Le bilan
- Le compte de résultats / compte des pertes et profits
- Le compte de flux de trésorerie
- Le compte des variations des capitaux propres
- Les notes / annexes des bilans financiers si possible,
- Une inscription sur le portail mondial des fournisseurs des organismes des Nations Unies (UNGM) pour ceux qui n'ont pas déjà un numéro UNGM.

c. Garantie bancaire pour avance de démarrage

De façon générale, l'UNICEF ne paie pas d'avance sur contrats (autrement dit, des avances de paiement en amont de toute réalisation de prestation) mais paie sur les livrables. Dans le cas où le soumissionnaire sollicite une avance lors de la signature d'un contrat il lui sera demandé de fournir une garantie bancaire d'un montant

supérieur ou égal à celui de l'avance demandée si la demande du soumissionnaire est jugée fondée et acceptée par UNICEF.

Le paiement pour le service rendu interviendra dans les 30 jours ouvrables à partir de la date de dépôt de la facture à l'UNICEF.

d. Droits de l'enfant et mines

Veillez noter qu'un certain nombre de services d'achat du système des Nations Unies ont décidé de ne pas travailler avec les entreprises ou l'une quelconque de leur filiales ou succursales qui s'adonnent à des pratiques contraires aux droits définis dans la Convention relatives aux droits de l'enfant concernant la protection des enfants qui travaillent, ou qui sont impliquées dans la vente ou la fabrication de mines antipersonnel, ou de tout composant de ces mines.

e. Corruption et manœuvres frauduleuses

S'il existe des raisons irréfutables portant à croire que l'Entreprise s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses au cours de signature d'un Accord à long terme, de l'attribution ou de l'exécution d'un marché, UNICEF RDC peut, quinze (15) jours après le lui avoir notifié, résilier le Contrat et les dispositions des paragraphes ci-après sont applicables de plein droit.

Aux fins de ce paragraphe, les termes ci-après sont définis comme suit :

- (i) est coupable de **"corruption"** quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un staff de l'UNICEF RDC au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché, et
- (ii) se livre à des **"manœuvres frauduleuses"** quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché de manière préjudiciable à l'UNICEF RDC. "Manœuvres frauduleuses" comprend notamment toute entente ou manœuvre collusoire des Soumissionnaires (avant ou après la remise de la proposition) visant à maintenir artificiellement les prix des propositions à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver UNICEF RDC des avantages de cette dernière.

UNICEF RDC rejettera une proposition d'attribution s'il est avéré que l'Attributaire proposé est coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses pour l'attribution de ce marché.

UNICEF RDC exclura une entreprise indéfiniment ou pour une période déterminée de toute attribution de marchés sous sa responsabilité, s'il est établi à un moment quelconque, que cette Entreprise s'est livrée à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution d'un Accord à Long terme ou d'un marché sous sa responsabilité.

E. TERMES DE REFERENCE

I. CONTEXTE

La République Démocratique du Congo (RDC) fait face à des crises de grande envergure, complexes et prolongées. Ces chocs durant des décennies successives ont intensifié les besoins humanitaires et le niveau de vulnérabilité de la population. La population subit l'effet des violences et conflits, de l'insécurité alimentaire (avec comme conséquence un taux élevé de malnutrition aigüe), et fait face à de multiples épidémies incluant la maladie liée au Virus Ebola et au Covid-19. Ainsi, en 2017, selon les rapports des Nations Unies, près de 2,000 personnes ont été tués dans les violences liées aux conflits interethniques dans la province du Kasai où plusieurs fosses communes ont été découvertes. En Octobre 2017, ces violences dans la région du Kasai avaient déjà atteint 2,5 millions de personnes et engendrées 4.1 millions de personnes déplacées internes dans tout le pays à la même période.

Selon les informations fournies par OCHA en mai 2017, des centaines de milliers d'enfants en âge scolaire étaient affectés par la propagation des violences et déplacements massifs de la population du Grand Kasai. Le Plan de réponse Humanitaire de la RDC 2018 montre que plus de 1,189,000 enfants du Grand Kasai sont affectés par ces crises. Ce contexte très peu favorable au secteur de l'éducation s'est davantage dégradé en raison des attaques ciblant les infrastructures et le personnel éducatif. Sur 434 attaques (vérifiées) contre les écoles en 2017¹ sur l'ensemble du pays, 333 (soit 77%), étaient dans le Grand Kasai. Avec ces attaques qui incluent la destruction ou l'occupation des écoles, l'accès à l'éducation de qualité dans un environnement sûr et protecteur a été compromis pour plus de 100,000 enfants dans le Grand Kasai.

C'est pour répondre aux besoins de ces enfants en âge scolaire affectés par ces crises dans le Grand Kasai qu'un projet a été développé et signé entre USAID-DFID et UNICEF en Avril 2018 pour une durée de 18 mois. Ce projet spécifique à la réponse aux urgences visait l'appui à 30,000 enfants en complément aux autres interventions ⁱⁱⁱdéjà en cours à travers le programme ACCELERE (Accès, Lecture et Rétention) soutenu par les mêmes bailleurs dans le cadre du programme de développement.

L'objectif principal de ce projet est d' : «augmenter l'accès à une éducation de qualité et à un encadrement amélioré aux enfants du Kasai oriental et Kasai central dans un environnement apaisé et protecteur »

Les objectifs spécifiques sont:

- Assurer l'accès à une éducation de qualité dans une environnement sain et protecteur et améliorer l'encadrement pour **30,000** enfants (50% filles) affectés par les crises humanitaires, à travers la mise en place d'infrastructures scolaires incluant des équipements d'eau, d'hygiène et assainissement, des fournitures scolaires ainsi que des matériels scolaires et didactiques.
- Améliorer l'encadrement des enfants et l'approche "Ami de l'Enfant" en formant 545 enseignants (30% femmes) sur la méthodologie d'enseignement centrée sur l'enfant, l'environnement sûr et protecteur, l'approche communautaire, l'éducation pour la paix et l'appui psychosocial pour les enfants non accompagnés et les enfants séparés.
- Assurer une meilleure coordination et un plaidoyer efficace en faveur de l'Education en situation d'urgence.

Les principaux résultats attendus du projet sont:

¹ Source: UN Security Council annual report 2017, page 5

- i. Les infrastructures scolaires (354 salles de classes) sont construites ou réhabilitées avec la fourniture d'équipements et de matériels scolaires;
- ii. L'encadrement et l'éducation des enfants sont améliorés à travers des mesures spécifiques de protection de l'enfant et la formation des enseignants (545 enseignants) sur les thématiques suivantes : (i) la gestion de stress et le soutien psychosocial par les pairs ; (ii) les approches méthodologiques d'intégration des fondamentaux des compétences de vie courantes et en mathématique ; (iii) la méthodologie centrée sur l'apprenant ; (iv) l'éducation à la paix ainsi que l'approche communautaire) ;
- iii. La coordination et le plaidoyer pour l'éducation en situation d'urgence et pour le projet PAQUE (Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Education) du partenariat mondial pour l'éducation (GPE) sont améliorées.

La date de fin du projet prévue initialement était le 30 Octobre 2019. À la suite de différentes contraintes ayant empêché l'UNICEF et ses partenaires de mettre en œuvre entièrement les activités dans les délais, une extension sans coût a été accordée jusqu'au 30 Avril 2020. Des contraintes additionnels y compris la survenue du COVID19 ont fait que certaines activités sont encore en cours de réalisations au moment de la publication de cet appel d'offres. Ainsi, avec la fin de cet important projet de réponse aux urgences intégrant aussi une approche nexus (mettant en lien l'urgence et le développement), cette évaluation finale a été commanditée pour :

- Apprécier le niveau d'atteinte des résultats,
- Dégager les expériences à capitaliser et
- Définir des mécanismes de pérennisation des interventions de réponse aux urgences en RDC.

Les parties prenantes de cette évaluation sont l'UNICEF, le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST), les partenaires de mise en œuvre, notamment les organisations non gouvernementales telles que COOPI (Cooperazione Internazionale), AIDES (Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social) et AJID (Action des Jeunes intègres pour le Développement), ainsi que les bénéficiaires des interventions, c'est-à-dire les élèves et les enseignants et COPA/COGES (Comités des Parents/Comités de Gestion Scolaire) des écoles ciblées.

L'UNICEF va contribuer au soutien logistique, financier et technique de cette évaluation. L'EPST (Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique) jouera le rôle d'agence de supervision, de facilitation de l'accès aux bénéficiaires directes et indirectes et participera au processus de validation du rapport final. Les partenaires de mise en œuvre joueront le rôle de partage des informations requises par l'équipe de l'évaluation, y compris celles concernant les leçons apprises lors du déroulement des activités du projet. Quant aux enfants, enseignants et parents (COPA/COGES), ceux-ci représenteront les principaux informateurs sur les forces et faiblesses connues lors de la mise en œuvre de ce projet. De plus, des partenaires de développement intervenant dans les mêmes zones du projet seront contactés notamment pour les questions en lien avec le nexus.

II. LE BUT DE L'ÉVALUATION

La mise en œuvre de l'évaluation du projet ACCELERE ! 4 Phase 2 visant l'Éducation en situation d'urgences **a pour but**, à partir d'évidences, d'informer la prise de décision des parties prenantes listées précédemment

et, plus spécifiquement, d'influencer le développement et/ou l'adaptation des stratégies facilitant la fourniture d'une éducation de qualité dans un environnement protecteur dans le contexte des urgences.

Cette évaluation sera sommative avec deux buts principaux : la redevabilité et l'apprentissage :

- **En matière de redevabilité**, l'évaluation permettra de dégager les résultats atteints par rapport aux objectifs initiaux qui aideront le Gouvernement et ses partenaires, y compris les donateurs et les bénéficiaires, à mesurer les résultats atteints. De ce fait, elle permettra aussi de : (i) définir les futures stratégies à développer ; (ii) identifier les activités à programmer pour renforcer l'appropriation et la pérennisation des acquis de ce projet ; et enfin (iii) assurer une gestion plus efficace des mesures visant à aider à la scolarisation pérenne des enfants touchés par les crises dans le contexte de la RDC ;
- **En matière d'apprentissage organisationnel**, cette évaluation aidera à informer le travail de l'UNICEF (Section Education du Bureau Pays ainsi que les Bureaux de Zone mais aussi le Bureau régional) et à identifier les leçons apprises (concernant la mise en œuvre) d'une façon rigoureuse. Telles leçons apprises sont censées guider l'UNICEF (au niveau du Bureau Pays, du Bureau Régional et du Siège) à (i) mieux appuyer les partenaires gouvernementaux dans la définition et l'application des stratégies appropriées (le nexus et l'intégration de l'Education avec les autres secteurs comme la Protection de l'Enfant et l'Eau Hygiène Assainissement (EHA) ; et (ii) mieux définir les modalités de leur passage à l'échelle de façon progressive dans la réponse aux autres différentes crises auxquelles le secteur de l'Education fait face en RDC.

L'équipe d'évaluation devra développer des recommandations opérationnelles et stratégiques contribuant au renforcement de l'apprentissage parmi les différents utilisateurs envisagés de cette évaluation (Tableau 1). Dans ce but, il sera important que chacune des recommandations incluses dans le rapport contribue à l'utilisation envisagée pour chacun des utilisateurs clés.

Tableau 1: Utilisateurs de l'évaluation et utilisations envisagés des conclusions et recommandations de l'évaluation

Utilisateurs de l'évaluation	Utilisation de l'évaluation (comment les conclusions et recommandations seront utilisées)
Le Ministère en charge de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique (EPST) au niveau national	<ul style="list-style-type: none"> • Revue de la stratégie nationale de préparation et de réponse aux urgences en Education selon une approche nexus mettant en lien l'urgence et le développement; • Elaboration de la stratégie nationale d'éducation en situation d'urgence et de consolidation de la paix selon une approche intersectorielle prenant en compte notamment la Protection de l'enfant et l'éducation.
Les ministères provinciaux de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique y	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration effective des urgences dans la stratégie provinciale de l'Education avec a) des liens intersectoriels (protection de l'enfant); et b) une stratégie nexus urgence et développement ;

compris les autres acteurs locaux	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de la coordination des programmes de préparation et de réponse aux urgences dans les provinces.
Le Ministère en Charge des Affaires Sociales (MAS)	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration interministérielle entre le MAS et l'EPST notamment à travers l'amélioration des Centres de Récupération Scolaires (CRS) et les subventions aux écoles en faveur des enfants affectés par les crises suivant une approche nexus.
Les partenaires techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Appui à la mise en œuvre effective de l'approche nexus Humanitaire-développement pour une meilleure coordination, préparation et réponse aux crises récurrentes en RDC ainsi que le plaidoyer auprès du gouvernement pour une prise en compte de la réponse aux urgences dans les programmes de développement

III. OBJECTIFS SPECIFIQUES DE L'EVALUATION

Cette évaluation permettra spécifiquement de:

- ✓ Réaliser une analyse comparative entre les prévisions et les réalisations effectives concernant les ressources, les produits et les résultats.
- ✓ Formuler une nouvelle proposition de théorie du changement dans le cadre de la réponse de l'Education aux situations d'urgence.
- ✓ Apprécier comment les stratégies et approches prévues dans le projet, notamment celles du Projet ACCELERE 1, ont été utilisées, et proposer des améliorations pour les futures interventions de réponses aux urgences;
- ✓ Indiquer dans quelle mesure, cette réponse a respecté la stratégie urgence nexus développement et les principes du « Do no-harm », équité et genre, en conformité avec les politiques de l'UNICEF pour la réponse aux urgences;
- ✓ Analyser le niveau d'appropriation par les provinces et communautés bénéficiaires des activités du projet tout en identifiant aussi les contraintes rencontrées et comment les anticiper dans le futur;
- ✓ Analyser la pertinence des activités et approches prévues, l'efficacité et l'efficience vis-à-vis des besoins prioritaires des bénéficiaires;
- ✓ Analyser l'appréciation des bénéficiaires sur la qualité des services, des processus suivis et la redevabilité aux populations affectées par les crises;
- ✓ Analyser la qualité des mécanismes de coordination et communication entre les acteurs du niveau national et ceux des provinces durant la période du projet;
- ✓ Apprécier le niveau d'intégration sectorielle Education-Protection de l'Enfant-EHA, identifier les lacunes et proposer des stratégies d'amélioration appropriées pour le futur;
- ✓ Documenter les bonnes pratiques ainsi que les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet et proposer des mécanismes de pérennisation des acquis du projet (dans ce but, l'équipe d'évaluation sera censée utiliser la note technique

d'évaluation sur les leçons apprises et les bonnes pratiques, développée par l'Unité d'évaluation du Bureau Régional de l'UNICEF;

- ✓ Fournir des recommandations stratégiques et opérationnelles qui puissent permettre aux différents utilisateurs d'atteindre leurs buts quant à l'exploitation des résultats de cette évaluation.

IV. PORTEE DE L'EVALUATION FINALE

Portée thématique

L'évaluation va concerner l'ensemble du Projet « **d'amélioration de l'accès à l'école et de la qualité des apprentissages des enfants vulnérables au Kasai Central et Oriental ACCELERE! 4 Phase II: Urgences en RDC (Avril 2018 jusqu'au 30 Avril 2020)** ». Une attention particulière sera focalisée sur les activités mises en œuvre dans les domaines suivants:

- Accès des enfants à une Education de qualité y compris l'organisation des cours de mise à niveau, l'insertion scolaire des enfants non accompagnés et enfants séparés ainsi que la supervision des activités sur le terrain;
- Formation des enseignants sur les différentes thématiques prévues;
- Renforcement des capacités de coordination et de plaidoyer pour les membres du cluster Education et le groupe des bailleurs du secteur Education.

Plus spécifiquement, cette évaluation portera sur les thématiques suivantes aux niveaux suivants:

- a. Au niveau national:
 - Renforcement des capacités de coordination et de plaidoyer pour les membres du cluster Education et le groupe des bailleurs du secteur Education.
- b. Au niveau sous-national:
 - Supervision des activités sur le terrain et niveau d'appropriation;
 - Renforcement des capacités de coordination et de plaidoyer pour les membres du cluster Education au niveau du Kasai.
- c. Au niveau communautaire dans les écoles:
 - Accès des enfants à une Education de qualité y compris l'organisation des cours de mise à niveau, l'insertion scolaire des enfants non accompagnés et enfants séparés;
 - Formation des enseignants sur les différentes thématiques prévues.

Portée géographique

L'évaluation finale du projet ACCELERE 4, Phase 2 couvrira, à travers la revue documentaire, toutes les activités prévues dans ce projet dans la totalité des zones ciblées. Cependant, la collecte de

données primaires sur le terrain se concentrera sur un échantillon d'écoles ayant bénéficié du paquet² prévu dans chacune des provinces du Kasai Central et Kasai Orientale.

Portée chronologique

L'évaluation finale couvrira toutes les interventions du projet mise en œuvre depuis le démarrage du projet en Avril 2018 jusqu'à sa clôture au 30 Avril 2020.

V. CRITERES DE L'EVALUATION FINALE

Afin d'attendre les deux buts envisagés de cette évaluation, le travail de l'équipe d'évaluation sera guidé par 7 critères d'évaluation: 5 critères de l'OCDE (cohérence, pertinence, efficacité, efficience, durabilité), impact et 1 critère additionnel sur le genre, équité et droits humains.

VI. QUESTIONS DE L'EVALUATION

Afin d'atteindre les deux buts principaux (la redevabilité et l'apprentissage) et dans le respect des 6 critères énoncés ci haut, l'évaluation permettra de répondre à chacune des questions suivantes :

6.1. Pertinence

- ✓ Dans quelle mesure les activités planifiées sont-elles adaptées aux besoins des enfants, des enseignants, des directeurs d'écoles, des Province Educationnelle et des Comités des parents (COPA)/Comités de Gestion scolaire (COGES)?
- ✓ L'évaluation et l'analyse des besoins étaient-elles bien faites et le plan d'intervention comportait-il des objectifs appropriés, réalisables et mesurables?
- ✓ Dans quelle mesure ce projet a-t-il réellement permis de mettre en œuvre la stratégie urgence nexus développement?
- ✓ Dans quelle mesure les priorités stratégiques, programmatiques et de partenariat étaient-elles appropriées par rapport au contexte
- ✓ Dans quelle mesure le programme d'urgence de l'UNICEF était-il étroitement aligné sur le plan et la stratégie d'éducation du gouvernement, sur le HAC de l'UNICEF et sur les plans conjoints humanitaires (Humanitarian Response Plan) ?
- ✓ La réponse de l'UNICEF a-t-elle été alignée sur les principales sources d'orientation et les normes normatives, y compris les principaux engagements envers les enfants que sont le CCC³ et les Normes minimales d'éducation en situations d'urgence, de crises et de reconstruction⁴, et quelle a été la justification des écarts ?
- ✓ Dans quelle mesure les enseignements tirés (leçons apprises) des situations d'urgence précédentes ont-ils été utiles et de quelle manière?

² Construction/réhabilitation et équipement de salles de classes, distribution du matériel pédagogique et didactique, renforcement des capacités des enseignants, soutien psychosocial aux enseignants, cours de mise à niveau pour enfants en dehors de l'école, mobilisation des communautés autour de l'école, soutien au enfants non accompagnés et enfants séparés, renforcement des capacités de coordination du cluster Education et du Groupe Local Education.

³ https://www.unicef.org/publications/files/CCC_042010

⁴ <https://archive.ineesite.org/en/minimum-standards/handbook>

- ✓ De quelle manière la population affectée a-t-elle été impliquée dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de la réponse de l'UNICEF?

6.2 Efficacité

- ✓ Dans quelle mesure les résultats planifiés ont-ils été atteints conformément aux objectifs et échéances définis dans le projet?
- ✓ Dans quelle mesure les résultats du projet ont permis d'améliorer l'accès à l'éducation, la rétention, la protection, les conditions d'encadrement et d'enseignement des enfants ainsi que la coordination de la réponse aux urgences et le PAQUE financé par le GPE? Y a-t-il des changements positifs et négatifs à moyen et à long termes à ce niveau?
- ✓ Dans quelle mesure les formations dispensées aux enseignants y compris celles sur le soutien psychosocial ont-elles amélioré les conditions de vie des enfants affectés par les crises au Grand Kasai?
- ✓ Quels risques étaient associés à la réalisation des objectifs de l'intervention ? Dans quelle mesure ces risques ont été correctement gérés pour atteindre les résultats ?
- ✓ Dans quelle mesure le projet a pu contribuer aux résultats liés aux KRC 3⁵ et au KRC 4⁶ (Key Result for Children ou Résultats Clés pour les Enfants au niveau régional)?
- ✓ Dans quelle mesure les mécanismes et procédures des KRC 3 et des KRC 4 (y compris les stratégies d'accélération) ont été mis en œuvre au cours de la mise en œuvre du projet?

6.3 Efficience

- ✓ Dans quelle mesure les capacités techniques et opérationnelles des partenaires de mise en œuvre étaient-elles en adéquation avec les résultats planifiés et attendus du projet? Si non, quelles mesures ont été prises pour assurer la mise en œuvre conforme du projet?
- ✓ Dans quelle mesure y a-t-il eu ou non une utilisation optimale des ressources financières, matérielles et humaines pour l'atteinte des résultats et des objectifs? Quels mécanismes y ont contribué? Et Quels facteurs ont été contraignants?
- ✓ Dans quelle mesure le processus d'achat, de construction des salles de classes et de recrutement du personnel pour le projet ont-ils contribué aux résultats du projet?
- ✓ Dans quelle mesure est-il possible de modifier la conception du programme et son approche afin d'avoir un meilleur retour sur investissement (Value for Money)?

6.4. Durabilité

- ✓ Dans quelle mesure y a-t-il eu un effort pour assurer la pérennisation des bénéfices de ce projet lors de la mise en œuvre par les différents partenaires et quelle est leur capacité à poursuivre ce type d'intervention après le projet?

⁵ By 2021, the proportion of population practicing open defecation is reduced from 24.5% (122 million) to 15.5% (88 million).

⁶ By 2021, 100% (76 million) pupils from pre-primary to lower secondary education, boys and girls, are reached with interventions targeting the improvement of learning outcome and skills

- ✓ Dans quelle mesure ce projet a-t-il permis de mettre en œuvre la stratégie nexus humanitaire-développement? Y-t-il des bénéficiaires exploitables dans les futurs projets?
- ✓ L'approche de développement de capacités des institutions impliquées a-t-elle été conçue de sorte à favoriser la continuité et la pérennisation des effets positifs du projet?

6.5. Genre et Equité

- ✓ Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en considération les principes des droits de l'homme, du genre, de l'équité et priorisé les besoins des filles et garçons dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des interventions ?
- ✓ Dans quelle mesure le projet a-t-il atténué les risques de stigmatisation des enfants bénéficiaires ?

6.6. Impact

- ✓ Dans quelle mesure les résultats de ce projet ont affecté, d'une part, la réalisation des droits des enfants, particulièrement ceux des plus désavantagés, notamment celui de l'accès à une éducation de qualité, et d'autre part, les responsabilités des individus, des communautés et des institutions?

VII. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION FINALE

Le projet ACCELERE ! 4 phase 2 a été mis en œuvre à la suite de la signature d'un accord entre USAID (bailleur) et l'UNICEF comme récipiendaire des fonds pour répondre aux besoins des enfants en âge scolaire. Ces enfants ont été affectés par les conflits intercommunautaires survenus en fin 2017 au Grand Kasai ayant occasionné notamment beaucoup de déplacements de population et la destruction des infrastructures scolaires, augmentant ainsi l'exposition des enfants aux risques de protection y compris pour les enfants non accompagnés et enfants séparés. La mise en œuvre effective du projet s'est faite dans une période caractérisée par plusieurs défis. Tout d'abord, une bonne partie des interventions du projet ont été lancées lors d'une période d'élections, ce qui n'était pas favorable aux décaissements de fonds particulièrement au niveau gouvernemental. Certaines écoles initialement sélectionnées n'étaient pas accessibles à la suite de l'insécurité. L'identification participative des nouveaux sites a retardé aussi le démarrage des constructions/réhabilitations des infrastructures. De plus, de nouvelles crises se sont succédées lors de la période de mise en œuvre, telles que l'arrivée des refoulés et rapatriés d'Angola entre Août 2018 et Décembre 2020 dans la Région du Grand Kasai, les deux Crises d'Ebola respectivement en Equateur et à l'Est de la RDC ainsi que les inondations survenues dans le dernier trimestre de l'année 2019. Tous ces facteurs ont contribué à une augmentation du nombre d'enfants sans accès à l'Education dans les mêmes zones cibles. Grâce à une approche multisectorielle (Education, Protection de l'enfant et EHA), ce projet est venu donc contribuer dans la réponse aux besoins en éducation des enfants en âge scolaire.

L'Évaluation devra élucider les effets de tous ces défis sur la performance du projet. L'évaluation finale fournira aussi des détails sur le contexte historique dans lequel le projet s'est déroulé, les défis éventuels rencontrés lors de sa planification et sa mise en œuvre et toute autre information permettant de comprendre davantage le contexte du projet. En outre, les contextes organisationnel, opérationnel, etc. de l'intervention au niveau national et provincial seront précisés au niveau de chaque catégorie d'acteurs de ce projet.

VIII. METHODOLOGIE DE L'ÉVALUATION FINALE

Les soumissionnaires à cet appel d'offre devront indiquer l'approche d'évaluation la plus adéquate qu'ils auront choisis pour mener cette évaluation.

L'évaluation utilisera les critères d'évaluation listés précédemment, et devra recourir à plusieurs méthodes combinant la revue documentaire, des interviews (individuelles, focus groupes, collectives), des visites dans certaines écoles et des enquêtes quantitatives (reposant sur un échantillonnage représentatif des acteurs ciblés) et qualitatives.

En outre, le/s consultant/s sont encouragés à proposer des approches et des méthodes innovantes pour cette évaluation, y compris des méthodes centrées sur les enfants qui respectent les standards éthiques de collecte d'information auprès des enfants⁷.

L'équipe d'évaluation sélectionnée devra être capable de couvrir les questions d'évaluation et sera invitée dans une note de cadrage, à proposer un protocole complet, comprenant aussi bien la méthodologie détaillée que la matrice d'évaluation, la stratégie d'évaluation et les outils de collecte d'informations quantitatives et qualitatives.

Cette note devra indiquer, pour chacune des questions de l'évaluation, les informations suivantes: quelles méthodes et quels outils de collecte de données seront utilisés pour y répondre, auprès de qui les données en question seront collectées (y compris la stratégie d'échantillonnage), quelles méthodes d'analyse seront utilisées pour interpréter lesdites données, quelles mesures seront adoptées afin d'assurer la qualité de l'évaluation. Cette note devra aussi proposer les mesures susceptibles de garantir au processus d'évaluation une assise éthique, et de protéger la confidentialité et la dignité de ceux qui participent à l'évaluation en conformité avec la politique Unicef en matière d'éthique.⁸ Cette note devra être approuvée par l'UNICEF avant sa finalisation.

La méthodologie proposée dans la note de cadrage devra aussi insister sur les points suivants:

- ✓ Référence systématique à la théorie de Changement (TOC) du projet: présenter la chaîne des résultats et la logique des interventions planifiées et celles des interventions réalisées.
- ✓ Les données collectées sur le terrain seront complétées par:
 - L'analyse secondaire des données de routine générées par le dispositif de suivi de l'UNICEF (et/ou du Ministère EPST et des partenaires de mise en œuvre, ONGs) dans les provinces bénéficiaires;
 - Des documents existants et pertinents seront préparés et mis à la disposition des consultants par le Programme de l'Éducation avant le démarrage de la consultation.

⁷ https://www.unicef.org/supply/files/ATTACHMENT_IV-UNICEF_Procedure_for_Ethical_Standards.PDF

⁸ Integrating Human Rights and Gender Equality in Evaluations <http://www.uneval.org/document/download/1294>
<http://www.uneval.org/document/detail/1452>

UNEG Code of Conduct for evaluation in the UN system <http://www.unevaluation.org/document/detail/100>

UNEG Ethical guidelines <http://www.unevaluation.org/document/detail/102>

UNICEF procedures for ethical research involving children https://www.unicef.org/supply/files/ATTACHMENT_IV-UNICEF_Procedure_for_Ethical_Standards.PDF

L'évaluation sera menée selon les normes et standards d'évaluation du Groupe de l'Evaluation des Nations Unies (UNEG) notamment en ce qui concerne l'intégration des droits humains et de l'égalité des sexes⁹. Le rapport final devra être en conformité avec les critères UNICEF GEROS de qualité des évaluations¹⁰. Les critères GEROS seront partagés avec les consultants dès la signature du contrat pour assurer leur prise en compte dès le début du travail.

IX. PLANNING DU TRAVAIL DE L'ÉVALUATION ET LIVRABLES

L'exécution du plan de travail sera sous la responsabilité du chef d'équipe. Elle/il est responsable de l'assurance qualité de l'évaluation et des différents livrables. L'UNICEF a évalué la charge de travail pour cette évaluation à un nombre total de 59 jours pour le chef d'équipe. Le/la chef d'équipe sera assisté(e) d'un Expert thématique en éducation en charge de la collecte, la compilation et de l'analyse des données. L'Expert assistera le/la chef d'équipe dans l'organisation des ateliers et la rédaction du rapport final. L'expert thématique en éducation travaillera un nombre total de jours estimé à 51 jours.

Le planning de travail comprend les principales étapes suivantes:

Livrables	Jours de travail		Partenaires impliqués	Paiement
	Chef d'équipe	Expert		
Phase de préparation	22	19		
Signature du contrat et Réunion initial (par Skype)	1	1	PSE, Education Supply	
Revue de la littérature, et entrevues préliminaires	10	7	PSE, Education Supply	
Soumission et validation de la note de cadrage (y compris la définition de la méthodologie et des outils de collecte de données)*	7	7	PSE, Education Supply	30%
<i>*Selon le niveau de conformité des livrable aux attentes techniques d'UNICEF, cette phase pourrait inclure jusqu'à 4 tours de commentaires.</i>				
Révision de la note de cadrage sur la base des commentaires du comité du Pilotage de l'Evaluation	4	4	PSE, Education Supply	

⁹ <http://www.uneval.org/document/download/1294> ; <http://www.uneval.org/document/detail/1452>

¹⁰ <http://www.unevaluation.org/document/detail/1914>; <http://www.unevaluation.org/document/detail/607>

Phase de Collecte des données dans le pays	22 jours	22 jours		
Rencontre avec le personnel de l'UNICEF et les autres parties prenantes	8	8	PSE, Education EPSP et ONG	
Visites de terrain dans chacune des 2 provinces	12 5 jours effectifs par Province	12	EPSP, Ecoles et ONG	
Rencontre + Présentation PPT des conclusions préliminaires	2	2	PSE, Education EPSP	
Phase de Rédaction du Rapport	15	10		
Soumission du Rapport préliminaire (Draft 0) et validé	1	1	PSE, Education EPSP	20%
Soumission de la version révisée et validée du rapport (Draft 1) * intégrant les commentaires du Comité de Pilotage. Le rapport devra inclure un résumé exécutif et une présentation en format PPT <i>* Selon le niveau de conformité du livrable aux attentes techniques d'UNICEF, cette phase pourrait se caractériser par jusqu'à 4 tours de commentaires.</i>	7	4	PSE, Education EPSP	20%
Atelier de validation des recommandations (soit facilité par l'équipe d'évaluation soit par le responsable M&E de l'UNICEF ou le Conseiller Régional pour l'Evaluation)	2	2	PSE, Education EPSP	
Soumission de la version finale du rapport (Draft 2) intégrant les commentaires ultérieurs du Comité du Pilotage.	4	2	PSE, Education EPSP	
Soumission de la version finale du rapport (Draft 3) intégrant les	1	1	PSE, Education	30%

commentaires ultérieurs du Comité du Pilotage et validé*. <i>Selon le niveau de conformité des livrables aux attentes techniques d'UNICEF, cette phase pourrait inclure jusqu'à 4 tours de commentaires.</i>			EPSP	
TOTAL	59	51		

En raison de la pandémie du coronavirus, les consultants devront faire preuve d'innovation dans la méthodologie proposée et les modalités d'exécution du plan de travail.

LES LIVRABLES

L'équipe d'évaluation devra fournir les produits suivants par voie électronique (les détails et la durée seront décidés lors de la réunion de lancement) :

1. **Note de cadrage** (« Inception report » en Français) qui décrira la méthodologie détaillée d'intervention, articulée autour des principaux points suivants :

- Introduction présentant l'objet de l'évaluation, le but, la portée, et les objectifs de l'évaluation.
- Contexte de l'évaluation y compris les résultats préliminaires de la revue documentaire
- Les critères et questions d'évaluation affinées à partir de la revue documentaire et des entretiens préliminaires.
- Méthodes de collecte de données y compris l'échantillonnage et la prise en compte des considérations éthiques.
- Méthodes d'analyse des données.
- Matrice d'évaluation présentant pour chaque critère et chaque question/sous question d'évaluation, les méthodes de collecte et les sources de données correspondantes.
- Limites de l'évaluation et mesures de mitigation.
- Plan de travail indicatif.
- Structure proposée pour le rapport final.
- Annexes : liste des principaux documents revus, ensemble des outils proposés pour la collecte des données, liste des informateurs clés et sites à visiter.

2. **Rapport préliminaire**, identifiant les principales constatations, conclusions, recommandations, et leçons tirées du projet « **d'amélioration de l'accès à l'école et de la qualité des apprentissages des enfants vulnérables au Kasaï Central et Oriental ACCELERE ! 4 Phase II : Urgences en RDC (Avril 2018 jusqu'au 30 Avril 2020)** » pour les trois partenaires de mise en œuvre.

3. **Présentation PPT des principales conclusions préliminaires** à l'intention des partenaires nationaux, des partenaires de mise en œuvre et du donateur. Cette présentation sera discutée à l'occasion du mini-atelier de restitution des résultats de l'évaluation vers la fin de la mission sur le terrain. La présentation PPT sera par ailleurs actualisée et remise en même temps que le rapport final.

4. **Un rapport provisoire** présentant l'ensemble des constats de l'évaluation. Le contenu du rapport provisoire de l'évaluation sera conforme aux normes de l'UNICEF et devra répondre aux standards utilisés pour l'évaluation indépendante de la qualité des rapports d'évaluation

de l'UNICEF à travers le GEROS. Chaque constat, conclusion et recommandation devra être numéroté et le lien entre les uns et les autres devra être bien explicité dans la section des conclusions et recommandations.

5. **Un rapport final.** Ce produit comprendra au plus 80 pages (sans les annexes) et intégrera un résumé exécutif d'au plus 4 pages. Le contenu du rapport d'évaluation devra être conforme aux normes et standards de qualité de l'UNEG mentionnés par le présent TdR et devra surtout répondre aux critères de l'UNICEF en matière de qualité des rapports d'évaluation (GEROS).
6. **Un plan d'action pour la mise en œuvre des principales recommandations de l'évaluation** ou « management response ». Un plan d'action sera élaboré et sera défini de manière participative au cours de l'atelier de validation du rapport d'évaluation.
7. **Données brutes**, y compris les instruments de collecte de données, les transcriptions électroniques, les bases de données complètes, etc.
8. **Note de synthèse ou "policy brief"** qui résume les résultats et conclusions de l'évaluation avec une version en Français et une autre en Anglais

Le rapport final complet devra être structuré comme suit :

- ✓ Table des matières, (y compris la liste des figures et tableaux)
- ✓ Résumé (couvrant les principales sections du rapport : historique, méthodologie et processus, principaux constats, conclusions et recommandations, enseignements tirés)
- ✓ Remerciements (tous ceux qui ont soutenu l'évaluation et ont apporté une coopération et une collaboration solide pendant le processus)
- ✓ Liste des abréviations et acronymes
- ✓ Introduction (objet de l'évaluation, but de l'évaluation, objectif, portée, utilisation et utilisateurs)
- ✓ Contexte de l'évaluation
- ✓ Méthodologie, y compris la stratégie d'échantillonnage et les méthodes d'analyse des données et la TOC
- ✓ Constats Principaux (par critère) + Conclusions préliminaires
- ✓ (Chaque question individuelle devra recevoir une réponse) étant donné que toutes les constatations seront numérotées, chaque conclusion devra indiquer clairement les constatations spécifiques et les numéros des paragraphes correspondants sur lesquels elle est fondée)
- ✓ Conclusions finales
- ✓ Leçons apprises
- ✓ Recommandations (stratégiques et opérationnelles, maximum 5 recommandations prioritaires)
- ✓ Annexes (termes de référence ; liste des personnes interrogées et des sites visités ; liste des documents consultés ; plus de détails sur la méthodologie, tels que les instruments de collecte de données, y compris des détails sur leur fiabilité et leur validité ; matrice d'évaluation ; cadre de résultats et ou Théorie du Changement réajustée)

X. LES QUALIFICATIONS, L'EXPERIENCE ET LES COMPETENCES TECHNIQUES SOUHAITEES DES CONSULTANTS

La mission d'évaluation sera effectuée par un cabinet d'au moins 2 consultants dont un principal et un associé. Le chef équipe doit être un évaluateur confirmé. En plus de son expertise en évaluation et en analyse de données, l'équipe doit avoir de solides connaissances dans le domaine de l'éducation en situation d'urgence mais aussi du genre, de l'équité, et des droits de l'homme. L'équipe devra, dans la mesure du possible, comprendre un(des) consultant (s) national. Les candidatures de consultants indépendants seront également acceptées. Les deux personnes devront avoir les profils ci-après :

a) *Consultant Principal (Chef d'Equipe)*

Qualifications requises :

- ✓ Un niveau d'études supérieures de troisième cycle en sciences sociales ou équivalent. Il devra être un spécialiste en évaluation de projets notamment en éducation et sera recruté au grade P 4 ;
- ✓ Une expérience professionnelle confirmée d'au moins 5 ans dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des projets en particulier dans le secteur de l'Education, de préférence avec au moins une expérience dans les contextes d'urgences ;
- ✓ Avoir une bonne connaissance des normes internationales (INEE, IASC, GPE, etc.) et principes humanitaires ;
- ✓ Avoir la maîtrise des critères OCDE/CAD (Organization for Economic Cooperation and Development/Comité d'Aide au Développement) ;
- ✓ Expérience dans la collecte de données et les techniques d'analyse qualitative et quantitative ;
- ✓ Une expérience internationale d'évaluation de programmes dans le secteur de l'Education ;
- ✓ Une excellente maîtrise du français et une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;
- ✓ La capacité à exploiter des documents en anglais.

Atouts :

- ✓ Expérience dans l'évaluation de projets en Afrique en générale et particulièrement en Afrique Centrale ou dans la région des Grands Lacs;
- ✓ Maîtrise de l'approche Humanitaire nexus développement;
- ✓ Maîtrise de l'approche communautaire des projets de réponse aux urgences dans le secteur de l'Education.

b) *Consultant associé*

Qualifications requises:

- ✓ Un niveau d'études supérieures de troisième cycle en statistiques, en gestion de l'information, en éducation ou autres domaines similaires ;
- ✓ Justifier d'une expérience d'au moins 4 ans dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des projets y compris ceux de réponses aux urgences;
- ✓ Bonne maîtrise de l'approche de programmation basée sur les droits humains et du genre;
- ✓ Maîtrise de l'approche communautaire des projets de réponse aux urgences dans le secteur de l'Education;
- ✓ Maîtrise des normes internationales (INEE, IASC, GPE, etc.) et principes humanitaires;

- ✓ Une bonne connaissance du système éducatif de la RDC (stratégies, politiques et défis);
- ✓ Excellente maîtrise du français. La bonne connaissance de l'Anglais serait un atout;
- ✓ Une bonne connaissance de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point);
- ✓ Il sera recruté au grade P3 ou NOC.

L'équipe de consultants sera responsable de tous les aspects techniques de l'évaluation, sous la supervision du responsable de l'Évaluation de la Section Politique Sociale et Evaluation du Bureau Pays de l'UNICEF. Le consultant principal animera l'équipe et sera responsable de la réalisation des activités relatives à l'évaluation à toutes les étapes, depuis la conception méthodologique, de l'échantillonnage, de l'élaboration des outils de collecte de données, de la collecte de données, de la rédaction du rapport et de la présentation des résultats au cours des ateliers. Il devra rendre compte périodiquement de l'évolution du travail au comité de pilotage. Il se portera garant de la qualité des produits attendus.

Le consultant associé, quant à lui, travaillera sous la supervision du consultant principal. Il facilitera les contacts avec les structures et acteurs nationaux et sera chargé de la collecte et de l'exploitation des données et autres documents existants ainsi que de l'élaboration des outils.

Les équipes mixtes constituées de candidatures masculines et féminines sont encouragées.

L'équipe devra aussi prévoir le recrutement d'interprètes locales/locaux qui pourront aider l'équipe lors de la collecte des données sur le terrain. Elle devra également mentionner dans sa proposition méthodologique, avec qui elle travaillera sur le terrain. Ainsi la connaissance d'un réseau local/national pour la collecte des données notamment est nécessaire. Le bureau d'UNICEF pourra assister dans le recrutement des interprètes. Le consultant principal et le consultant expert associé devront indiquer dans la proposition technique les stratégies qu'ils/elles envisagent et ont adopté dans le passé, en termes de recrutement (ex. dans les départements de sociologie, santé, des universités locales, s'il y en a) et de formation ainsi que de collaboration avec lesdits interprètes.

XI. GESTION DE L'ÉVALUATION FINALE

Le gestionnaire de l'évaluation sera le Spécialiste en évaluation du bureau UNICEF RDC. Ceci contribuera à la préservation de l'indépendance de l'évaluation. Le gestionnaire doit s'assurer du respect des normes et standards de l'UNICEF ainsi que du respect des normes de qualité.

Il sera le point focal de l'équipe d'évaluation et sera responsable de la validation des documents. Il veillera également à ce que le comité de pilotage de l'évaluation soit informé de l'état d'avancement de l'évaluation.

Le Contrôle de qualité de l'évaluation sera effectué au moyen d'une revue des termes de référence, de la méthodologie et des rapports et sera assuré par le gestionnaire de l'évaluation en coordination avec le comité de pilotage et le Conseiller pour l'Évaluation du Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCARO) pour garantir la qualité.

Le Comité de pilotage ou de suivi sera présidé par le Chef des Politiques Sociales. Le comité est composé du Chef des Politiques sociales (UNICEF), le Spécialiste en Suivi et évaluation du Programme Education (UNICEF), le Directeur des Etudes et de Planification (EPST), le Directeur de la Coopération Internationale (EPST). Le secrétariat de ce comité sera assuré par le Spécialiste en Evaluation de l'UNICEF. Le Comité se réserve le droit de faire appel à toute autre personne dont les compétences s'avèreraient nécessaires.

Le conseiller régional en évaluation du Bureau pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre contribuera à l'assurance qualité des produits finaux de l'évaluation.

XII. PRINCIPES DE CONDUITE ETHIQUE DE L'ÉVALUATION

L'évaluation du projet doit être réalisée selon les principes éthiques et les normes définis par le Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE).

- **Anonymat et confidentialité.** L'évaluation doit respecter les droits des personnes qui fournissent des informations, en garantissant leur anonymat et la confidentialité;
- **Responsabilité.** Le rapport doit faire état de tous les conflits ou divergences d'opinion ayant pu se manifester entre les consultants (e) ou entre le consultant (e) et les responsables des programmes concernant les conclusions et/ou recommandations de l'évaluation. L'ensemble de l'équipe doit confirmer les résultats présentés, les éventuels désaccords devant être indiqués;
- **Intégrité.** L'évaluateur se devra de mettre en évidence les questions qui ne sont pas expressément mentionnées dans les Termes de référence, afin d'obtenir une analyse plus complète du partenariat;
- **Indépendance.** Les consultants doivent veiller à rester indépendant vis-à-vis du programme examiné, et il ne devra pas être associé à sa gestion ou à quelque élément de celle-ci;
- **Incidents.** Si des problèmes surviennent au cours du travail de terrain, ou à tout autre moment de l'évaluation, ils doivent être immédiatement signalés au Spécialiste en Evaluation de l'UNICEF. Si cela n'est pas fait, l'existence de tels problèmes ne pourra en aucun cas être utilisée pour justifier l'impossibilité d'obtenir les résultats prévus par l'UNICEF dans les présents termes de référence;
- **Validation de l'information.** Le/la(s) consultant (e)s se doivent de garantir l'exactitude des informations recueillies lors de la préparation des rapports et sera responsable de l'information présentée dans le rapport final;
- **Propriété intellectuelle.** En utilisant les différentes sources d'information, le consultant se doit de respecter les droits de propriété intellectuelle des institutions et des communautés examinées;

- **Soumission des rapports.** Si la soumission des rapports est repoussée, ou dans le cas où la qualité des rapports soumis serait nettement moins bonne que ce qui a été convenu, les sanctions prévues dans les présents termes de référence s'appliqueront.

XIII. CONDITIONS DE TRAVAIL

Les consultants devront disposer de leur propre matériel de travail (ordinateurs, téléphones, etc.). L'UNICEF assurera le/les voyages (aller-retour en classe économique) du consultant international du lieu de résidence vers la RDC et à toute l'équipe d'évaluation pour la partie Kinshasa vers les provinces concernées par l'enquête de terrain. Le cabinet retenu assurera le transport pour le déplacement à l'intérieur des provinces et l'hébergement de son personnel y compris à Kinshasa.

Un bureau pourra être mis à disposition à l'UNICEF durant le séjour de l'équipe d'évaluation à Kinshasa et dans les bureaux terrain afin de faciliter les échanges. L'UNICEF ne fournit pas l'assurance maladie pour les consultants.

Des discussions périodiques avec le Bureau Pays UNICEF auront lieu et les commentaires du Bureau Pays et du Bureau Régional de l'UNICEF seront intégrés dans les produits finaux des consultants. La soumission des produits se fera par voie électronique.

Le prestataire de services n'est pas autorisé à utiliser les informations collectées pour cette mission dans le cadre d'une autre mission de travail sans l'autorisation écrite explicite de l'UNICEF.

Les frais d'avion seront couverts au taux de la classe économique, conformément aux politiques de l'UNICEF, et les indemnités journalières de subsistance pendant les missions sur le terrain, conformément aux taux de l'indemnité journalière de subsistance de l'UNICEF.

Le candidat sélectionné sera régi par et soumis aux Conditions générales de l'UNICEF pour les contrats individuels.

Le consultant sera payé 30% après la validation de la note de cadrage, 20 % après la validation du rapport provisoire (draft zéro de l'évaluation), 20% après validation du rapport provisoire (draft 1 incluant les commentaires du comité de pilotage) et 30% après approbation du rapport final.

Aucun paiement anticipé n'est autorisé.

Recours de l'UNICEF en cas de performance insatisfaisante:

Les paiements seront effectués pour les travaux achevés de manière satisfaisante et acceptés par l'UNICEF.

XIV. DOCUMENTS A SOUMETTRE DANS L'OFFRE TECHNIQUE

Lors de la soumission de sa candidature, le/la consultant/e internationale doit soumettre en ligne deux propositions :

a) Une Proposition Technique qui devra inclure tous les 4 documents suivants :

- Une copie du CV ;
- Une copie du P11 (CV format Nations Unies) ;

- Une note méthodologique (max 5 pages) qui devra démontrer :
 - la compréhension des TdR (y compris des buts et des objectifs) ;
 - les méthodes de collecte et d'analyse des données que le/a consultant/e estimera pertinentes afin de répondre aux questions de l'évaluation incluses dans les TdR ;
 - des justifications valides pour l'utilisation de chacune des méthodes de collecte et d'analyse identifiées ;
 - une définition claire des rôles et responsabilités que le/a consultant/e va jouer au sein de l'équipe et par rapport au Bureau Pays de l'UNICEF.
- Un exemplaire d'un rapport d'évaluation rédigé par le/a consultante ;

Cette proposition doit demeurer un document technique et ne devra pas être une lettre de motivation. Par ailleurs, cette note méthodologique ne devra pas répliquer le contenu d'aucune des sections des TdRs.

Les propositions techniques complètes seront évaluées sur la base des critères suivants :

- Compréhension de la problématique, des rôles et responsabilités des différents membres de l'équipe, des produits attendus ainsi que des but(s) de l'évaluation ;
- Pertinence de la méthodologie proposée par rapport aux questions de l'évaluation ;
- Qualité de la justification des méthodes et approches d'évaluation proposées ;
- Respect du nombre de jours ;
- Répartition claire des tâches et responsabilités ;
- Prise en compte des délais raisonnables de validation ;
- Respect des normes et standards UNEG ;
- Capacités rédactionnelles ;
- Capacité de visualisation/mise en page.

b) Une offre financière

- L'offre financière proposée doit contenir les honoraires, la logistique (DSA et Billets, collecte des données) et les coûts indirects (édition, reprographie) ;
- Tous les coûts liés à la prestation avec le maximum de détails possible. Une fois l'offre retenue, de nouveaux coûts additionnels ne seront pas acceptés.

A. LES ANNEXES**Annexe 1 : FORMULAIRE DE SOUMISSION**

Ce **FORMULAIRE DE SOUMISSION** doit être rempli, signé et inclus dans la proposition soumise à l'UNICEF.

TERMES ET CONDITIONS DU CONTRAT

Tout Contrat ou Agrément à Long Terme résultant de cet appel d'offres (AO) contiendra les provisions contractuelles, les Termes et Conditions Généraux de l'UNICEF ainsi que tout autres Termes et Conditions Spécifiques détaillés dans cet AO.

Le Soussigné, ayant lu les Termes et Conditions de l'appel d'offres numéro **LRPS - 2020-9161988 – ACCELERE ! 4 Phase II: Urgences en RDC**, énoncés dans le document ci-joint, propose d'exécuter les services dans les Termes et Conditions énoncés dans le document.

Signature et cachet : _____

Date : _____

Nom et Titre : _____

Société: _____

Adresse Postale : _____

Tel/Cell Nos : _____

E-mail : _____

Validité de la proposition : 90 jours

Devise de la proposition : Dollars Américain

Veillez préciser après avoir pris connaissance des Termes de Paiement de l'UNICEF énoncés dans ce document, quelle est la remise proposée en fonction du délai de paiement :

Paiement a 10 jours : _____%, à 15 jours : _____%, à 20 jours : _____%, à 30 jours : _____%

Autre rabais commercial proposé : _____

Annexe 3 : PROFIL DU FOURNISSEUR [A remplir et nous retourner avec votre offre]

Section 1: Description de l'Entreprise et Renseignements Généraux

1. Nom de l'entreprise:

2. Adresse physique:

Code Postal:

Ville:

Pays:

B.P. et adresse courrier:

3. Tél :

Fax:

4. Email:

Site WEB

5. Représentant Légal et Fonction

6. Société mère (Raison sociale officielle) :

7. Filiales, Associés et/ou Représentants extérieurs - (joindre la liste en cas de nécessité)

8. Genre d'affaires (Indiquer un seul) :

Société anonyme

SARL

Société Individuelle

Autre (précisez) :

9. Nature de transactions :

Industriel/Fabr.

Distributeur off.

Commerçant

Entreprise de Consultance

Autre (précisez) :

Si vous choisissez l'option « distributeur off. » veuillez fournir une preuve du fabricant qui vous autorise à fournir leur produit à l'UNICEF.

10. Nombre d'années experience:

11. Nombre d'employés permanents:

12. Le vendeur a-t-il un règlement intérieur

OUI

NON

si OUI le joindre

13. Le vendeur a-t-il des représentations régionales

OUI

NON

si OUI précisez la ville et l'adresse

14. NRC. /Pays d'enregistrement :

15. N° NIF:

16. Documents Techniques disponibles en :

Anglais

Français

Autre (précisez) :

17. Langues de travail :

Anglais

Français

Autre (précisez) :

Section 3: Capacités Techniques et Renseignements sur les Marchandises / Services Offerts

23. Certificat de la qualité (ex. ISO 9000 ou l'Equivalent) (veuillez produire la copie du dernier Certificat) :

24. Bureaux Internationaux/Représentation (Pays où la Société a des bureaux /Représentation) :

25. Pour les marchandises, est-ce que celles livrées pour les approvisionnements sont conformes aux normes Nationales/Internationales ?

OUI

NON

 Si **OUI**, laquelle?

26. Listez ci-dessous jusqu'à dix (10) Marchandises/Services qui forment le noyau des produits offerts

N / S	Description	Norme de qualité Nationale/Internationale à laquelle l'article est conforme
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

Section 4: Entrepôts / Logistique

27. L'entreprise possède-t-elle un entrepôt ? OUI NON

A quelle adresse?

Taille de l'entrepôt (m2)

28. L'entreprise possède-t-elle des stocks ? OUI NON

29. Y-a-t-il un inventaire fait régulièrement? OUI NON

Section 5: Expérience

30. Contrats récents avec les Nations Unies et/ou autre Organisation d'Assistance:

Organisation	Valeur	Années	Marchandises / Services rendus	Destination
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____
_____	USD _____	_____	_____	_____

31. Vers quels pays votre entreprise a-t-elle exporté et/ou géré des projets les 3 dernières années ?

Section 6 : Autres Informations Générales

32. Est-ce que votre Entreprise possède une Déclaration écrite de sa Politique environnementale (Manuel des procédures de gestion)?

OUI NON

Si OUI, veuillez joindre une copie

33. L'entreprise **est-elle impliquée** dans le **travail des enfants**? OUI NON

34. L'entreprise **est-elle impliquée** dans la production de **mines anti-personnelle**? OUI NON

35. Veuillez citer toute transaction que votre entreprise aurait réalisée avec l'UNICEF les 3 dernières années :

36. Veuillez citer toute Corporation Nationale et/ou Internationale ou Organisation Professionnelle dont votre entreprise est membre.

37. Le vendeur a lu et accepte les termes et conditions générale de l'UNICEF? OUI NON

38. Authentification :

Je soussigné, reconnais avoir accepté les termes et conditions Générales des Unicef, dont une copie m'a été remise et garantis que les informations contenues dans ce formulaire sont exactes et que tout changement d'un quelconque détail me sera notifié aussitôt que possible :

Nom:

Fonction:

Signature et Cachet

Date:

Annexe 4: GENERAL TERMS AND CONDITIONS OF CONTRACT (Services)

Definitions and UNICEF Supply Website

1.1 In these General Terms and Conditions (Services), the following terms have the following meaning:

- (a) “Affiliates” means, with respect to the Contractor, any of its corporate affiliates or associates, including parent entities, subsidiaries, and other entities in which it owns a substantial interest.
- (b) “Confidential Information” means information or data that is designated as confidential at the time of exchange between the Parties or promptly identified as confidential in writing when furnished in intangible form or disclosed orally, and includes information, the confidential or proprietary nature of which, is or should be reasonably apparent from the inherent nature, quality or characteristics of such information.
- (c) “Contract” means the services contract that incorporates these General Terms and Conditions of Contract (Services). It includes contracts for services issued by UNICEF, whether or not they are issued under a long-term arrangement or similar contract.
- (d) “Contractor” means the contractor named in the Contract.
- (e) “Deliverables” means the work product and other output of the Services required to be delivered by Contractor as part of the Services, as specified in the relevant section of the Contract.
- (f) “Disabling Code” means any virus, back door, timer or other limiting routine, instruction or design, or other Sénégalcious, illicit or similar unrequested code that may have the consequence (whether by design or unintentionally) of disrupting, disabling, harming, circumventing security controls or otherwise impeding in any manner the normal operation or performance of (i) any software or service or (ii) any UNICEF information system or network.
- (g) “End User” means, in the event that the Services or Deliverables involve the use of any information systems, any and all UNICEF employees, consultants and other personnel and any other external users collaborating with UNICEF, in each case, authorized by UNICEF to access and use the Services and/or Deliverables.
- (h) “Fee” is defined in Article 3.1.
- (i) “Host Government” means a Government with which UNICEF has a programme of development cooperation, and includes a Government of a country in which UNICEF provides humanitarian assistance.
- (j) Contractor’s “Key Personnel” are: (i) Personnel identified in the proposal as key individuals (as a minimum, partners, managers, senior auditors) to be assigned for participation in the performance of the Contract; (ii) Personnel whose resumes were submitted with the proposal; and (iii) individuals who are designated as key personnel by agreement of the Contractor and UNICEF during negotiations.
- (k) “Parties” means the Contractor and UNICEF together and a “Party” means each of the Contractor and UNICEF.

- (l) Contractor's "Personnel" means the Contractor's officials, employees, agents, individual sub-contractors and other representatives.
- (m) "Security Incident" means, with respect to any information system, service or network used in the delivery of the Services or Deliverables, one or more events that (a) indicates that the security of such information system, service, or network may have been breached or compromised and (b) that such breach or compromise could very likely compromise the security of UNICEF's Confidential Information or weaken or impair UNICEF's operations. Security Incident includes any actual, threatened or reasonably suspected unauthorized access to, disclosure of, use of or acquisition of UNICEF Data that compromises the security, confidentiality, or integrity of the UNICEF Data, or the ability of UNICEF or End Users to access the UNICEF Data.
- (n) "Services" means the services specified in the relevant section of the Contract.
- (o) "UNICEF Data" means any and all information or data in digital form or processed or held in digital form that (a) are provided to the Contractor by, or on behalf of, UNICEF and/or End Users under the Contract or through UNICEF's and/or End Users' use of the Services or in connection with the Services, or (b) are collected by the Contractor in the performance of the Contract.
- (p) "UNICEF Supply Website" means UNICEF's public access webpage available at http://www.unicef.org/supply/index_procurement_policies.html, as may be updated from time to time.

1.2 These General Terms and Conditions of Contract, UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption, the UNICEF's Policy on Conduct Promoting the Protection and Safeguarding of Children, the UN Supplier Code of Conduct and UNICEF's Information Disclosure Policy referred to in the Contract, as well as other policies applicable to the Contractor, are publicly available on the UNICEF Supply Website. The Contractor represents that it has reviewed all such policies as of the effective date of the Contract.

2. PROVISION OF SERVICES AND DELIVERABLES; CONTRACTOR'S PERSONNEL; SUB-CONTRACTORS

Provision of Services and Deliverables

2.1 The Contractor will provide the Services and deliver the Deliverables in accordance with the scope of work set out in the Contract, including, but not limited to, the time for delivery of the Services and Deliverables, and to UNICEF's satisfaction. Except as expressly provided in the Contract, the Contractor will be responsible at its sole cost for providing all the necessary personnel, equipment, material and supplies and for making all arrangements necessary for the performance and completion of the Services and delivery of the Deliverables under the Contract.

2.2 The Contractor acknowledges that, other than as expressly set out in the Contract, UNICEF will have no obligation to provide any assistance to the Contractor and UNICEF makes no representations as to the availability of any facilities, equipment, materials, systems or licenses which may be helpful or useful for the fulfillment by the Contractor of its obligations under the Contract. If UNICEF provides access to and use of UNICEF premises, facilities or systems (whether on site or remotely) to the Contractor for the purposes of the Contract, the Contractor will ensure that its Personnel or sub-contractors will, at all times (a) use such access exclusively for the specific purpose for which the access has been granted and (b) comply with UNICEF's security and other regulations and instructions for such access and use, including, but not limited to, UNICEF's information security policies. The Contractor will ensure that only those of its Personnel that have been

authorized by the Contractor, and approved by UNICEF, have access to UNICEF's premises, facilities or systems.

2.3 The Contractor will use its best efforts to accommodate reasonable requests for changes (if any) to the scope of work of the Services or time for provision of the Services or delivery of the Deliverables. If UNICEF requests any material change to the scope of work or time for delivery, UNICEF and the Contractor will negotiate any necessary changes to the Contract, including as to the Fee and the time schedule under the Contract. Any such agreed changes will become effective only when they are set out in a written amendment to the Contract signed by both UNICEF and the Contractor. Should the Parties fail to agree on any such changes within thirty (30) days, UNICEF will have the option to terminate the Contract without penalty notwithstanding any other provision of the Contract.

2.4 The Contractor will neither seek nor accept instructions from any entity other than UNICEF (or entities authorized by UNICEF to give instructions to the Contractor) in connection with the provision of the Services or development and delivery of the Deliverables.

2.5 Title to any equipment and supplies which may be provided to the Contractor by UNICEF, will remain with UNICEF. Such equipment and supplies will be returned to UNICEF at the conclusion of the Contract or when no longer needed by the Contractor in the same condition as when they were provided to the Contractor, subject to normal wear and tear. The Contractor will pay UNICEF the value of any loss of, damage to, or degradation of, the equipment and supplies beyond normal wear and tear.

Non-conforming Services and Consequences of Delay

2.6 If the Contractor determines it will be unable to provide the Services or deliver the Deliverables by the date stipulated in the Contract, the Contractor will (i) immediately consult with UNICEF to determine the most expeditious means for delivery of the Services and/or Deliverables; and (ii) take necessary action to expedite delivery of the Services and/or Deliverables, at the Contractor's cost (unless the delay is due to force majeure as defined in Article 6.8 below), if reasonably so requested by UNICEF.

2.7 The Contractor acknowledges that UNICEF may monitor the Contractor's performance under the Contract and may at any time evaluate the quality of the Services provided and the Deliverables to determine whether or not the Services and Deliverables conform to the Contract. The Contractor agrees to provide its full cooperation with such performance monitoring and evaluation, at no additional cost or expense to UNICEF, and will provide relevant information as reasonably requested by UNICEF, including, but not limited to, the date of receipt of the Contract, detailed status updates, costs to be charged and payments made by UNICEF or pending. Neither the evaluation of the Services and Deliverables, nor failure to undertake any such evaluation, will relieve the Contractor of any of its warranty or other obligations under the Contract.

2.8 If the Services or Deliverables provided by the Contractor do not conform to the requirements of the Contract or are delivered late or incomplete, without prejudice to any of its other rights and remedies, UNICEF can, at its option:

(a) by written notice, require the Contractor, at the Contractor's expense, to remedy its performance, including any deficiencies in the Deliverables, to UNICEF's satisfaction within thirty (30) days after receipt of UNICEF's notice (or within such shorter period as UNICEF may determine, in its sole discretion, is necessary as specified in the notice);

(b) require the Contractor to refund all payments (if any) made by UNICEF in respect of such non-conforming or incomplete performance;

(c) procure all or part of the Services and/or Deliverables from other sources, and require the Contractor to pay UNICEF for any additional cost beyond the balance of the Fee for such Services and Deliverables;

(d) give written notice to terminate the Contract for breach, in accordance with Article 6.1 below, if the Contractor fails to remedy the breach within the cure period specified in Article 6.1 or if the breach is not capable of remedy;

(e) require the Contractor to pay liquidated damages as set out in the Contract. after the final resolution of such dispute.

2.9 Further to Article 11.5 below, the Contractor expressly acknowledges that if UNICEF takes delivery of Services or Deliverables that have been delivered late or otherwise not in full compliance with the requirements of the Contract, this does not constitute a waiver of UNICEF's rights in respect of such late or non-compliant performance.

Contractor's Personnel and Sub-Contractors

2.10 The following provisions apply with regard to the Contractor's Personnel:

(a) The provisions of Article 7 (*Ethical Standards*) will apply to the Contractor's Personnel as expressly stated in Article 7.

(b) The Contractor will be responsible for the professional and technical competence of the Personnel it assigns to perform work under the Contract and will select professionally qualified, reliable and competent individuals who will be able to effectively perform the obligations under the Contract and who, while doing so, will respect the local laws and customs and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

(c) The qualifications of any Personnel whom the Contractor may assign or may propose to assign to perform any obligations under the Contract will be substantially the same as, or better than, the qualifications of any personnel originally proposed by the Contractor.

(d) At any time during the term of the Contract, UNICEF can make a written request that the Contractor replace one or more of the assigned Personnel. UNICEF will not be required to give an explanation or justification for this request. Within seven (7) working days of receiving UNICEF's request for replacement the Contractor must replace the Personnel in question with Personnel acceptable to UNICEF. This provision also extends to Personnel of the Contractor who have "account manager" or "relationship manager" type functions.

(e) If one or more of Contractor's Key Personnel become unavailable, for any reason, for work under the Contract, the Contractor will (i) notify the UNICEF contracting authority at least fourteen (14) days in advance; and (ii) obtain the UNICEF contracting authority's approval prior to making any substitution of Key Personnel. In notifying the UNICEF contracting authority, the Contractor will provide an explanation of the circumstances necessitating the proposed replacement(s) and submit justification and qualification of replacement Personnel in sufficient detail to permit evaluation of the impact on the engagement.

(f) The approval of UNICEF of any Personnel assigned by the Contractor (including any replacement Personnel) will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The Contractor's Personnel, including individual sub-contractors, will not be considered in any respect as being the employees or agents of UNICEF.

(g) All expenses of the withdrawal or replacement of the Contractor's Personnel will, in all cases, be borne exclusively by the Contractor.

2.11 The Contractor will obtain the prior written approval and clearance of UNICEF for all institutional sub-contractors it proposes to use in connection with the Contract. The approval of UNICEF of a sub-contractor will not relieve the Contractor of any of its obligations under the Contract. The terms of any sub-contract will be subject to, and will be construed in a manner that is fully in accordance with, all of the terms and conditions of the Contract.

2.12 The Contractor confirms that it has read UNICEF's Policy on Conduct Promoting the Protection and Safeguarding of Children. The Contractor will ensure that its Personnel understand the notification requirements expected of them and will establish and maintain appropriate measures to promote compliance with such requirements. The Contractor will further cooperate with UNICEF's implementation of this policy.

2.13 The Contractor will supervise its Personnel and sub-contractors and will be fully responsible and liable for all Services performed by its Personnel and sub-contractors and for their compliance with the terms and conditions of the Contract.

2.14 The Contractor will comply with all applicable international standards and national labor laws, rules and regulations relating to the employment of national and international staff in connection with the Services, including, but not limited to, laws, rules and regulations associated with the payment of the employer's portions of income tax, insurance, social security, health insurance, worker's compensation, retirement funds, severance or other similar payments. Without limiting the provisions of this Article 2 or Article 4 below, the Contractor will be fully responsible and liable for, and UNICEF will not be liable for (a) all payments due to its Personnel and sub-contractors for their services in relation to the performance of the Contract; (b) any action, omission, negligence or misconduct of the Contractor, its Personnel and sub-contractors; (c) any insurance coverage which may be necessary or desirable for the purpose of the Contract; (d) the safety and security of the Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel; or (e) any costs, expenses, or claims associated with any illness, injury, death or disability of the Contractor's Personnel and sub-contractors' personnel, it being understood that UNICEF will have no liability or responsibility with regard to any of the events referred to in this Article 2.14.

3. FEE; INVOICING; TAX EXEMPTION; PAYMENT TERMS

3.1 The fee for the Services is the amount in the currency specified in the fee section of the Contract (the "Fee"), it being understood that such amount is specified in United States dollars unless otherwise expressly provided for in the fee section of the Contract. Unless expressly stated otherwise in the Contract, the Fee is inclusive of all costs, expenses, charges or fees that the Contractor may incur in connection with the performance of its obligations under the Contract; provided that, without prejudice to or limiting the provisions of Article 3.3 below, all duties and other taxes imposed by any authority or entity must be separately identified. It is understood and agreed that the Contractor will not request any change to the Fee after the Services or Deliverables have been provided and that the Fee cannot be changed except by written agreement between the Parties before the relevant Service or Deliverable is provided. UNICEF will not agree to changes to the Fee for modifications or interpretations of the scope of work if those modifications or interpretations of the scope of work have already been initiated by the Contractor. UNICEF will not be liable to pay for any work conducted or materials provided by the Contractor that are outside the scope of work or were not authorized in advance by UNICEF.

3.2 The Contractor will issue invoices to UNICEF only after the Contractor has provided the Services (or components of the Services) and delivered the Deliverables (or installments of the Deliverables) in accordance with the Contract and to UNICEF's satisfaction. The Contractor will issue (a) one (1) invoice in respect of the payment being sought, in the currency specified in the Contract and in English, indicating the Contract identification number listed on the front page of the Contract; and (b) provide a clear and specific description of the Services provided and Deliverables delivered, as well as supporting documentation for reimbursable expenses if any, in sufficient detail to permit UNICEF to verify the amounts stated in the invoice.

3.3 The Contractor authorizes UNICEF to deduct from the Contractor's invoices any amount representing direct taxes (except charges for utilities services) and customs restrictions, duties and charges of a similar nature in respect of articles imported or exported for UNICEF's official use in accordance with the exemption from tax in Article II, Section 7 of the Convention of the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946. In the event any governmental authority refuses to recognize this exemption from taxes, restrictions, duties or charges, the Contractor will immediately consult with UNICEF to determine a mutually acceptable procedure. The Contractor will provide full cooperation to UNICEF with regard to securing UNICEF's exemption from, or refund of amounts paid as, value-added taxes or taxes of a similar nature.

3.4 UNICEF will notify the Contractor of any dispute or discrepancy in the content or form of any invoice. With respect to disputes regarding only a portion of such invoice, UNICEF will pay the Contractor the amount of the undisputed portion in accordance with Article 3.5 below. UNICEF and the Contractor will consult in good faith to promptly resolve any dispute with respect to any invoice. Upon resolution of such dispute, any amounts that have not been charged in accordance with the Contract will be deducted from the invoice(s) in which they appear and UNICEF will pay any agreed remaining items in the invoice(s) in accordance with Article 3.5 within thirty (30) days after the final resolution of such dispute.

3.5 UNICEF will pay the uncontested amount of the Contractor's invoice within thirty (30) days of receiving both the invoice and the required supporting documents, as referred to in Article 3.2 above. The amount paid will reflect any discount(s) shown under the payment terms of the Contract. The Contractor will not be entitled to interest on any late payment or any sums payable under the Contract nor any accrued interest on payments withheld by UNICEF in connection with a dispute. Payment will not relieve the Contractor of its obligations under the Contract and will not be deemed to be acceptance by UNICEF of, or waiver of any of UNICEF's rights with regard to, the Contractor's performance.

3.6 Each invoice will confirm the Contractor's bank account details provided to UNICEF as part of the Contractor's registration process with UNICEF. All payments due to the Contractor under the Contract will be made by electronic funds transfer to that bank account. It is the Contractor's responsibility to ensure that the bank details supplied by it to UNICEF are up-to-date and accurate and notify UNICEF in writing by an authorized representative of the Contractor of any changes in bank details together with supporting documentation satisfactory to UNICEF.

3.7 The Contractor acknowledges and agrees that UNICEF may withhold payment in respect of any invoice if, in UNICEF's opinion, the Contractor has not performed in accordance with the terms and conditions of the Contract, or if the Contractor has not provided sufficient documentation in support of the invoice.

3.8 UNICEF will have the right to set off, against any amount or amounts due and payable by UNICEF to the Contractor under the Contract, any payment, indebtedness or other claim (including, without limitation, any overpayment made by UNICEF to the Contractor) owing by the Contractor to UNICEF under the Contract or under any other contract or agreement between the Parties. UNICEF will not be required to give the Contractor prior notice before exercising this right of set-off (such notice being waived by the

Contractor). UNICEF will promptly notify the Contractor after it has exercised such right of set-off, explaining the reasons for such set-off, provided, however, that the failure to give such notification will not affect the validity of such set-off.

3.9 Each of the invoices paid by UNICEF may be subject to a post-payment audit by UNICEF's external and internal auditors or by other authorised agents of UNICEF, at any time during the term of the Contract and for three (3) years after the Contract terminates. UNICEF will be entitled to a refund from the Contractor of amounts such audit or audits determine were not in accordance with the Contract regardless of the reasons for such payments (including but not limited to the actions or inactions of UNICEF staff and other personnel).

4. REPRESENTATIONS AND WARRANTIES; INDEMNIFICATION; INSURANCE

Representations and Warranties

4.1 The Contractor represents and warrants that as of the effective date and throughout the term of the Contract: (a) the Contractor has the full authority and power to enter into the Contract and to perform its obligations under the Contract and the Contract is a legal, valid and binding obligation, enforceable against it in accordance with its terms; (b) all of the information it has previously provided to UNICEF, or that it provides to UNICEF during the term of the Contract, concerning the Contractor and the provision of the Services and the delivering of the Deliverables is true, correct, accurate and not misleading; (c) it is financially solvent and is able to provide the Services to UNICEF in accordance with the terms and conditions of the Contract; (d) it has, and will maintain throughout the term of the Contract, all rights, licenses, authority and resources necessary, as applicable, to provide the Services and deliver the Deliverables to UNICEF's satisfaction and to perform its obligations under the Contract; (e) the work product is and will be original to the Contractor and does not and will not infringe any copyright, trademark, patent or other proprietary right of any third party; and (f) except as otherwise expressly stated in the Contract, it has not and will not enter into any agreement or arrangement that restrains or restricts any person's rights to use, sell, dispose of or otherwise deal with any Deliverable or other work resulting from the Services. The Contractor will fulfill its commitments with the fullest regard to the interests of UNICEF and will refrain from any action which may adversely affect UNICEF or the United Nations.

4.2 The Contractor further represents and warrants, as of the effective date and throughout the term of the Contract, that it and its Personnel and sub-contractors will perform the Contract and provide the Services and Deliverables (a) in a professional and workmanlike manner; (b) with reasonable care and skill and in accordance with the highest professional standards accorded to professionals providing the same or substantially similar services in a same industry; (c) with priority equal to that given to the same or similar services for the Contractor's other clients; and (d) in accordance with all laws, ordinances, rules, and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and the provision of the Services and Deliverables.

4.3 The representations and warranties made by the Contractor in Articles 4.1 and 4.2 above are made to and are for the benefit of (a) each entity (if any) that makes a direct financial contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables; and (b) each Government or other entity (if any) that receives the direct benefit of the Services and Deliverables.

Indemnification

4.4 The Contractor will indemnify, hold and save harmless and defend, at its own expense, UNICEF, its officials, employees, consultants and agents, each entity that makes a direct financial contribution to UNICEF to procure the Services and Deliverables and each Government or other entity that receives the

direct benefit of the Services and Deliverables, from and against all suits, claims, demands, losses and liability of any nature or kind, including their costs and expenses, by any third party and arising out of the acts or omissions of the Contractor or its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract. This provision will extend to but not be limited to (a) claims and liability in the nature of workers' compensation, (b) product liability, and (c) any actions or claims pertaining to the alleged infringement of a copyright or other intellectual property rights or licenses, patent, design, trade-name or trade-mark arising in connection with the Deliverables or other liability arising out of the use of patented inventions or devices, copyrighted material or other intellectual property provided or licensed to UNICEF under the terms of the Contract or used by the Contractor, its Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

4.5 UNICEF will report any such suits, proceedings, claims, demands, losses or liability to the Contractor within a reasonable period of time after having received actual notice. The Contractor will have sole control of the defence, settlement and compromise of any such suit, proceeding, claim or demand, except with respect to the assertion or defence of the privileges and immunities of UNICEF or any matter relating to UNICEF's privileges and immunities (including matters relating to UNICEF's relations with Host Governments), which as between the Contractor and UNICEF only UNICEF itself (or relevant Governmental entities) will assert and maintain. UNICEF will have the right, at its own expense, to be represented in any such suit, proceeding, claim or demand by independent counsel of its own choosing.

Insurance

4.6 The Contractor will comply with the following insurance requirements:

(a) The Contractor will have and maintain in effect with reputable insurers and in sufficient amounts, insurance against all of the Contractor's risks under the Contract (including, but not limited to, the risk of claims arising out of or related to the Contractor's performance of the Contract), including the following:

(i) Insurance against all risks in respect of its property and any equipment used for the performance of the Contract;

(ii) General liability insurance against all risks in respect of the Contract and claims arising out of the Contract in an adequate amount to cover all claims arising from or in connection with the Contractor's performance under the Contract;

(iii) All appropriate workers' compensation and employer's liability insurance, or its equivalent, with respect to its Personnel and sub-contractors to cover claims for death, bodily injury or damage to property arising from the performance of the Contract; and

(iv) Such other insurance as may be agreed upon in writing between UNICEF and the Contractor.

(b) The Contractor will maintain the insurance coverage referred to in Article 4.6(a) above during the term of the Contract and for a period after the Contract terminates extending to the end of any applicable limitations period with regard to claims against which the insurance is obtained.

(c) The Contractor will be responsible to fund all amounts within any policy deductible or retention.

(d) Except with regard to the insurance referred to in paragraph (a)(iii) above, the insurance policies for the Contractor's insurance required under this Article 4.6 will (i) name UNICEF as an

additional insured; (ii) include a waiver by the insurer of any subrogation rights against UNICEF; and (iii) provide that UNICEF will receive thirty (30) days' written notice from the insurer prior to any cancellation or change of coverage.

(e) The Contractor will, upon request, provide UNICEF with satisfactory evidence of the insurance required under this Article 4.6.

(f) Compliance with the insurance requirements of the Contract will not limit the Contractor's liability either under the Contract or otherwise.

Liability

4.7 The Contractor will pay UNICEF promptly for all loss, destruction or damage to UNICEF's property caused by the Contractor's Personnel or sub-contractors in the performance of the Contract.

5. Intellectual Property and Other Proprietary Rights; Data Protection; Confidentiality

Intellectual Property and Other Proprietary Rights

5.1 Unless otherwise expressly provided for in the Contract:

(a) Subject to paragraph (b) of this Article 5.1, UNICEF will be entitled to all intellectual property and other proprietary rights including but not limited to patents, copyrights and trademarks, with regard to products, processes, inventions, ideas, know-how, documents, data and other materials ("Contract Materials") that (i) the Contractor develops for UNICEF under the Contract and which bear a direct relation to the Contract or (ii) are produced, prepared or collected in consequence of, or during the course of, the performance of the Contract. The term "Contract Materials" includes, but is not limited to, all maps, drawings, photographs, plans, reports, recommendations, estimates, documents developed or received by, and all other data compiled by or received by, the Contractor under the Contract. The Contractor acknowledges and agrees that Contract Materials constitute works made for hire for UNICEF. Contract Materials will be treated as UNICEF's Confidential Information and will be delivered only to authorized UNICEF officials on expiry or termination of the Contract.

(b) UNICEF will not be entitled to, and will not claim any ownership interest in, any intellectual property or other proprietary rights of the Contractor that pre-existed the performance by the Contractor of its obligations under the Contract, or that the Contractor may develop or acquire, or may have developed or acquired, independently of the performance of its obligations under the Contract. The Contractor grants to UNICEF a perpetual, non-exclusive, royalty-free license to use such intellectual property or other proprietary rights solely for the purposes of and in accordance with the requirements of the Contract.

(c) At UNICEF's request, the Contractor will take all necessary steps, execute all necessary documents and generally assist in securing such proprietary rights and transferring them (or, in the case, intellectual property referred to in paragraph (b) above, licensing) them to UNICEF in compliance with the requirements of the applicable law and of the Contract.

Confidentiality

5.2 If the Contractor receives a request for disclosure of UNICEF's Confidential Information pursuant to any judicial or law enforcement process, before any such disclosure is made, the Contractor (a) will give UNICEF sufficient notice of such request in order to allow UNICEF to have a reasonable opportunity

to secure the intervention of the relevant national government to establish protective measures or take such other action as may be appropriate and (b) will so advise the relevant authority that requested disclosure. UNICEF may disclose the Contractor's Confidential Information to the extent required pursuant to resolutions or regulations of its governing bodies.

5.3 If the Contractor receives a request for disclosure of UNICEF's Confidential Information pursuant to any judicial or law enforcement process, before any such disclosure is made, the Contractor (a) will give UNICEF sufficient notice of such request in order to allow UNICEF to have a reasonable opportunity to secure the intervention of the relevant national government to establish protective measures or take such other action as may be appropriate and (b) will so advise the relevant authority that requested disclosure. UNICEF may disclose the Contractor's Confidential Information to the extent required pursuant to resolutions or regulations of its governing bodies

5.4 The Contractor may not communicate at any time to any other person, Government or authority external to UNICEF, any information known to it by reason of its association with UNICEF that has not been made public, except with the prior written authorization of UNICEF; nor will the Contractor at any time use such information to private advantage.

Data Protection and Security

5.5 The Parties agree that, as between them, all UNICEF Data, together with all rights (including intellectual property and proprietary rights), title and interest to such UNICEF Data, will be the exclusive property of UNICEF, and the Contractor has a limited, nonexclusive license to access and use the UNICEF Data as provided in the Contract solely for the purpose of performing its obligations under the Contract. Except for the foregoing license, the Contractor will have no other rights, whether express or implied, in or to any UNICEF Data or its content.

5.6 The Contractor confirms that it has a data protection policy in place that meets all applicable data protection standards and legal requirements and that it will apply such policy in the collection, storage, use, processing, retention and destruction of UNICEF Data. The Contractor will comply with any guidance or conditions on access and disclosure notified by UNICEF to Contractor in respect of UNICEF Data.

5.7 The Contractor will use its reasonable efforts to ensure the logical segregation of UNICEF Data from other information to the fullest extent possible. The Contractor will use safeguards and controls (such as administrative, technical, physical, procedural and security infrastructures, facilities, tools, technologies, practices and other protective measures) that are necessary and sufficient to meet the Contractor's confidentiality obligations in this Article 5 as they apply to UNICEF Data. At UNICEF's request, the Contractor will provide UNICEF with copies of the applicable policies and a description of the safeguards and controls that the Contractor uses to fulfil its obligations under this Article 5.7; provided that any such policies and description provided by the Contractor will be treated as the Contractor's Confidential Information under the Contract. UNICEF may assess the effectiveness of these safeguards, controls and protective measures and, at UNICEF's request, the Contractor will provide its full cooperation with any such assessment at no additional cost or expense to UNICEF. The Contractor will not, and will ensure that its Personnel will not, transfer, copy, remove or store UNICEF Data from a UNICEF location, network or system without the prior written approval of an authorized official of UNICEF.

5.8 Except as otherwise expressly stated in the Contract or with UNICEF's express prior written consent, the Contractor will not install any application or other software on any UNICEF device, network or system. The Contractor represents and warrants to UNICEF that the Services and Deliverables provided under the Contract will not contain any Disabling Code, and that UNICEF will not otherwise receive from the Contractor any Disabling Code in the performance of the Contract. Without prejudice to UNICEF's other rights

and remedies, if a Disabling Code is identified, the Contractor, at its sole cost and expense, will take all steps necessary to: (a) restore and/or reconstruct any and all UNICEF Data lost by UNICEF and/or End Users as a result of Disabling Code; (b) furnish to UNICEF a corrected version of the Services without the presence of Disabling Codes; and (c) as needed, re-implement the Services.

5.9 In the event of any Security Incident, the Contractor will, as soon as possible following the Contractor's discovery of such Security Incident and at its sole cost and expense: (a) notify UNICEF of such Security Incident and of the Contractor's proposed remedial actions; (b) implement any and all necessary damage mitigation and remedial actions; and (c) as relevant, restore UNICEF's and, as directed by UNICEF, End Users' access to the Services. The Contractor will keep UNICEF reasonably informed of the progress of the Contractor's implementation of such damage mitigation and remedial actions. The Contractor, at its sole cost and expense, will cooperate fully with UNICEF's investigation of, remediation of, and/or response to any Security Incident. If the Contractor fails to resolve, to UNICEF's reasonable satisfaction, any such Security Incident, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect.

Service Providers and Sub-Contractors

5.10 The Contractor will impose the same requirements relating to data protection and non-disclosure of Confidential Information, as are imposed upon the Contractor itself by this Article 5 of the Contract, on its service providers, subcontractors and other third parties and will remain responsible for compliance with such requirements by its service providers, subcontractors and other third parties.

End of Contract

5.11 Upon the expiry or earlier termination of the Contract, the Contractor will:

- (a) return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information, including, but not limited to, UNICEF Data, or, at UNICEF's option, destroy all copies of such information held by the Contractor or its sub-contractors and confirm such destruction to UNICEF in writing; and
- (b) Will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.1(a).

6. Termination; Force Majeure

Termination by Either Party for Material Breach

6.1 If one Party is in material breach of any of its obligations under the Contract, the other Party can give it written notice that within thirty (30) days of receiving such notice the breach must be remedied (if such breach is capable of remedy). If the breaching Party does not remedy the breach within the thirty (30) days' period or if the breach is not capable of remedy, the non-breaching Party can terminate the Contract. The termination will be effective thirty (30) days after the non-breaching Party gives the breaching Party written notice of termination. The initiation of conciliation or arbitral proceedings in accordance with Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes) below will not be grounds for termination of the Contract.

Additional Termination Rights of UNICEF

6.2 In addition to the termination rights under Article 6.1 above, UNICEF can terminate the Contract with immediate effect upon delivery of a written notice of termination, without any liability for termination charges or any other liability of any kind:

- (a) in the circumstances described in, and in accordance with, Article 7 (Ethical Standards); or

- (b) if the Contractor breaches any of the provisions of Articles 5.2-5.11 (Confidentiality; Data Protection and Security); or
- (c) if the Contractor (i) is adjudged bankrupt, or is liquidated, or becomes insolvent, or applies for a moratorium or stay on any payment or repayment obligations, or applies to be declared insolvent, (ii) is granted a moratorium or a stay, or is declared insolvent, (iii) makes an assignment for the benefit of one or more of its creditors, (iv) has a receiver appointed on account of the insolvency of the Contractor, (v) offers a settlement in lieu of bankruptcy or receivership or (vi) has become, in UNICEF's reasonable judgment, subject to a materially adverse change in its financial condition that threatens to substantially affect the ability of the Contractor to perform any of its obligations under the Contract.

6.3 In addition to the termination rights under Article 6.1 and Article 6.2 above, UNICEF can terminate the Contract at any time by providing written notice to the Contractor in any case in which UNICEF's mandate applicable to the performance of the Contract or UNICEF's funding applicable to the Contract is curtailed or terminated, whether in whole or in part. UNICEF can also terminate the Contract on sixty (60) day's written notice to the Contractor without having to provide any justification.

6.4 As soon as it receives a notice of termination from UNICEF, the Contractor will take immediate steps to bring the performance of any obligations under the Contract to a close in a prompt and orderly manner, and in doing so, reduce expenses to a minimum, and will not undertake any further or additional commitments as of and following the date it receives the termination notice. In addition, the Contractor will take any other action that may be necessary, or that UNICEF may direct in writing, in order to minimise losses or protect and preserve any property, whether tangible or intangible, related to the Contract that is in the possession of the Contractor and in which UNICEF has or may be reasonably expected to acquire an interest.

6.5 If the Contract is terminated by either Party, the Contractor will immediately deliver to UNICEF any finished work which has not been delivered and accepted prior to the receipt of a notice of termination, together with any data, materials or work-in-process related specifically to the Contract. If UNICEF obtains the assistance of another party to continue the Services or complete any unfinished work, the Contractor will provide its reasonable cooperation to UNICEF and such party in the orderly migration of Services and transfer of any Contract-related data, materials and work-in-process. The Contractor will at the same time return to UNICEF all of UNICEF's Confidential Information and will transfer to UNICEF all intellectual and other proprietary information in accordance with Article 5.

6.6 If the Contract is terminated by either Party no payment will be due from UNICEF to the Contractor except for Services and Deliverables provided to UNICEF's satisfaction in accordance with the Contract, but only if such Services and Deliverables were required or requested before the Contractor's receipt of the notice of termination or, in the case of termination by the Contractor, the effective date of such termination. The Contractor will have no claim for any further payment beyond payments in accordance with this Article 6.6, but will remain liable to UNICEF for all loss or damages which may be suffered by UNICEF by reason of the Contractor's default (including but not limited to cost of the purchase and delivery of replacement or substitute Services or Deliverables).

6.7 The termination rights in this Article 6 are in addition to all other rights and remedies of UNICEF under the Contract.

Force Majeure

6.8 If one Party is rendered permanently unable, wholly, or in part, by reason of force majeure to perform its obligations under the Contract, the other Party may terminate the Contract on the same terms and conditions as are provided for in Article 6.1 above, except that the period of notice will be seven (7) days instead of thirty (30) days. “Force majeure” means any unforeseeable and irresistible events arising from causes beyond the control of the Parties, including acts of nature, any act of war (whether declared or not), invasion, revolution, insurrection, terrorism or other acts of a similar nature or force. “Force majeure” does not include (a) any event which is caused by the negligence or intentional action of a Party; (b) any event which a diligent party could reasonably have been expected to take into account and plan for at the time the Contract was entered into; (c) the insufficiency of funds, inability to make any payment required under the Contract, or any economic conditions, including but not limited to inflation, price escalations, or labour availability; or (d) any event resulting from harsh conditions or logistical challenges for the Contractor (including civil unrest) associated with locations at which UNICEF is operating or is about to operate or is withdrawing from, or any event resulting from UNICEF’s humanitarian, emergency, or similar response operations.

7. ETHICAL STANDARDS

7.1 Without limiting the generality of Article 2 above, the Contractor will be responsible for the professional and technical competence of its Personnel including its employees and will select, for work under the Contract, reliable individuals who will perform effectively in the implementation of the Contract, respect the local laws and customs, and conform to a high standard of moral and ethical conduct.

7.2 (a) The Contractor represents and warrants that no official of UNICEF or of any United Nations System organisation has received from or on behalf of the Contractor, or will be offered by or on behalf of the Contractor, any direct or indirect benefit in connection with the Contract, including the award of the Contract to the Contractor. Such direct or indirect benefit includes, but is not limited to, any gifts, favours or hospitality.

(b) The Contractor represents and warrants that the following requirements with regard to former UNICEF officials have been complied with and will be complied with:

- (i) During the one (1) year period after an official has separated from UNICEF, the Contractor may not make a direct or indirect offer of employment to that former UNICEF official if that former UNICEF official was, during the three years prior to separating from UNICEF, involved in any aspect of a UNICEF procurement process in which the Contractor has participated.
- (ii) (ii) During the two (2) year period after an official has separated from UNICEF, that former official may not, directly or indirectly on behalf of the Contractor, communicate with UNICEF, or present to UNICEF, about any matters that were within such former official's responsibilities while at UNICEF.

(c) The Contractor further represents that, in respect of all aspects of the Contract (including the award of the Contract by UNICEF to the Contractor and the selection and awarding of sub-contracts by the Contractor), it has disclosed to UNICEF any situation that may constitute an actual or potential conflict of interest or could reasonably be perceived as a conflict of interest.

7.3 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates, or Personnel or directors, is subject to any sanction or temporary suspension imposed by any United Nations System organization or other international inter-governmental organization. The Contractor will immediately disclose to UNICEF if it or any of its Affiliates or Personnel or directors, becomes subject to any such sanction or temporary suspension during the term of the Contract.

7.4 The Contractor will (a) observe the highest standard of ethics; (b) use its best efforts to protect UNICEF against fraud, in the performance of the Contract; and (c) comply with the applicable provisions of UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption. In particular, the Contractor will not engage, and will ensure that its Personnel, agents and sub-contractors do not engage, in any corrupt, fraudulent, coercive, collusive or obstructive conduct as such terms are defined in UNICEF's Policy Prohibiting and Combatting Fraud and Corruption.

7.5 The Contractor will, during the term of the Contract, comply with (a) all laws, ordinances, rules and regulations bearing upon the performance of its obligations under the Contract and (b) the standards of conduct required under the UN Supplier Code of Conduct (available at the United Nations Global Marketplace website - www.ungm.org).

7.6 The Contractor further represents and warrants that neither it nor any of its Affiliates is engaged, directly or indirectly, (a) in any practice inconsistent with the rights set out in the Convention on the Rights of the Child, including Article 32, or the International Labour Organization's Convention Concerning the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour, No. 182 (1999); or (b) in the manufacture, sale, distribution, or use of anti-personnel mines or components utilized in the manufacture of anti-personnel mines.

7.7 The Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prevent sexual exploitation or abuse of anyone by its Personnel including its employees or any persons engaged by the Contractor to perform any services under the Contract. For these purposes, sexual activity with any person less than eighteen years of age, regardless of any laws relating to consent, will constitute the sexual exploitation and abuse of such person. In addition, the Contractor represents and warrants that it has taken and will take all appropriate measures to prohibit its Personnel including its employees or other persons engaged by the Contractor, from exchanging any money, goods, services, or other things of value, for sexual favours or activities or from engaging in any sexual activities that are exploitive or degrading to any person. This provision constitutes an essential term of the Contract and any breach of this representation and warranty will entitle UNICEF to terminate the Contract immediately upon notice to the Contractor, without any liability for termination charges or any other liability of any kind.

7.8 The Contractor will inform UNICEF as soon as it becomes aware of any incident or report that is inconsistent with the undertakings and confirmations provided in this Article 7.

7.9 The Contractor acknowledges and agrees that each of the provisions in this Article 7 constitutes an essential term of the Contract.

(a) UNICEF will be entitled, in its sole discretion and at its sole choice, to suspend or terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor with immediate effect upon written notice to the Contractor if: (i) UNICEF becomes aware of any incident or report that is inconsistent with, or the Contractor breaches any of, the undertakings and confirmations provided in this Article 7 or the equivalent provisions of any contract between UNICEF and the Contractor or any of the Contractor's Affiliates, or (ii) the Contractor or any of its Affiliates, or Personnel or directors becomes subject to any sanction or temporary suspension described in Article 7.3 during the term of the Contract.

(b) In the case of suspension, if the Contractor takes appropriate action to address the relevant incident or breach to UNICEF's satisfaction within the period stipulated in the notice of suspension, UNICEF may lift the suspension by written notice to the Contractor and the Contract and all other affected contracts will resume in accordance with their terms. If, however, UNICEF is not

satisfied that the matters are being adequately addressed by the Contractor, UNICEF may at any time, exercise its right to terminate the Contract and any other contract between UNICEF and the Contractor.

(c) Any suspension or termination under this Article 7 will be without any liability for termination or other charges or any other liability of any kind.

8. FULL COOPERATION WITH AUDITS AND INVESTIGATIONS

8.1 From time to time, UNICEF may conduct inspections, post-payment audits or investigations relating to any aspect of the Contract including but not limited to the award of the Contract, the way in which the Contract operates or operated, and the Parties' performance of the Contract generally and including but not limited to the Contractor's compliance with the provisions of Article 7 above. The Contractor will provide its full and timely cooperation with any such inspections, post-payment audits or investigations, including (but not limited to) making its Personnel and any relevant data and documentation available for the purposes of such inspections, post-payment audits or investigations, at reasonable times and on reasonable conditions, and granting UNICEF and those undertaking such inspections, post-payment audits or investigations access to the Contractor's premises at reasonable times and on reasonable conditions in connection with making its Personnel and any relevant data and documentation available. The Contractor will require its sub-contractors and its agents, including, but not limited to, the Contractor's attorneys, accountants or other advisers, to provide reasonable cooperation with any inspections, post-payment audits or investigations carried out by UNICEF.

9. PRIVILEGES AND IMMUNITIES; SETTLEMENT OF DISPUTES

9.1 Nothing in or related to the Contract will be deemed a waiver, express or implied, deliberate or inadvertent, of any of the privileges and immunities of the United Nations, including UNICEF and its subsidiary organs, under the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, 1946, or otherwise.

9.2 The terms of the Contract will be interpreted and applied without application of any system of national or sub-national law.

9.3 The Parties will use their best efforts to settle amicably any dispute, controversy or claim arising out of, or relating to the Contract. Where the Parties wish to seek such an amicable settlement through conciliation, the conciliation will take place in accordance with the UNCITRAL Conciliation Rules then in force, or according to such other procedure as may be agreed between the Parties. Any dispute, controversy or claim between the Parties arising out of the Contract which is not resolved within ninety (90) days after one Party receives a request from the other Party for amicable settlement can be referred by either Party to arbitration. The arbitration will take place in accordance with the UNCITRAL Arbitration Rules then in force. The venue of the arbitration will be New York, NY, USA. The decisions of the arbitral tribunal will be based on general principles of international commercial law. The arbitral tribunal will have no authority to award punitive damages. In addition, the arbitral tribunal will have no authority to award interest in excess of the London Inter-Bank Offered Rate (LIBOR) then prevailing and any such interest will be simple interest only. The Parties will be bound by any arbitration award rendered as a result of such arbitration as the final adjudication of any such controversy, claim or dispute.

10. NOTICES

10.1 Any notice, request or consent required or permitted to be given or made pursuant to the Contract will be in writing, and addressed to the persons listed in the Contract for the delivery of notices, requests or consents. Notices, requests or consents will be delivered in person, by registered mail, or by confirmed email transmission. Notices, requests or consents will be deemed received upon delivery (if

delivered in person), upon signature of receipt (if delivered by registered mail) or twenty-four (24) hours after confirmation of receipt is sent from the addressee's email address (if delivered by confirmed email transmission).

10.2 Any notice, document or receipt issued in connection with the Contract must be consistent with the terms and conditions of the Contract and, in case of any ambiguity, discrepancy or inconsistency, the terms and conditions of the Contract will prevail.

10.3 All documents that comprise the Contract, and all documents, notices and receipts issued or provided pursuant to or in connection with the Contract, will be deemed to include, and will be interpreted and applied consistently with, the provisions of Article 9 (Privileges and Immunities; Settlement of Disputes).

11. OTHER PROVISIONS

11.1 The Contractor acknowledges UNICEF's commitment to transparency as outlined in UNICEF's Information Disclosure Policy and confirms that it consents to UNICEF's public disclosure of the terms of the Contract should UNICEF so determine and by whatever means UNICEF determines.

11.2 The failure of one Party to object to or take affirmative action with respect to any conduct of the other Party which is in violation of the terms of the Contract will not constitute and will not be construed to be a waiver of the violation or breach, or of any future violation, breach or wrongful conduct.

11.3 The Contractor will be considered as having the legal status of an independent contractor as regards UNICEF. Nothing contained in the Contract will be construed as making the Parties principal and agent or joint venturers.

11.4 The Contractor will not, without the prior written consent of UNICEF, assign, transfer, pledge or make other disposition of the Contract, or of any part of the Contract, or of any of the Contractor's rights or obligations under the Contract.

11.5 No grant of time to the Contractor to cure a default under the Contract, nor any delay or failure by UNICEF to exercise any other right or remedy available to UNICEF under the Contract, will be deemed to prejudice any rights or remedies available to UNICEF under the Contract or constitute a waiver of any rights or remedies available to UNICEF under the Contract.

11.6 The Contractor will not seek or file any lien, attachment or other encumbrance against any monies due or to become due under the Contract, and will not permit any other person to do so. It will immediately remove or obtain the removal of any lien, attachment or other encumbrance that is secured against any monies due or to become due under the Contract.

11.7 The Contractor will not advertise or otherwise make public for purposes of commercial advantage or goodwill that it has a contractual relationship with UNICEF or the United Nations. Except as regards references to the name of UNICEF for the purposes of annual reports or communication between the Parties and between the Contractor and its Personnel and sub-contractors, the Contractor will not, in any manner whatsoever use the name, emblem or official seal of UNICEF or the United Nations, or any abbreviation of the name of the United Nations, in connection with its business or otherwise without the prior written permission of UNICEF.

11.8 The Contract may be translated into languages other than English. The translated version of the Contract is for convenience only, and the English language version will govern in all circumstances.

11.9 No modification or change in the Contract, and no waiver of any of its provisions, nor any

additional contractual relationship of any kind with the Contractor will be valid and enforceable against UNICEF unless set out in a written amendment to the Contract signed by an authorized official of UNICEF.

11.10 The provisions of Articles 2.14, 3.8, 3.9, 4, 5, 7, 8, 9, 11.1, 11.2 and 11.7 will survive provision of the Services and delivery of the Deliverables and the expiry or earlier termination of the Contract.

Merci de signer et de cacheter avec la mention "lu et approuvé"

Nom du Représentant de l'Entreprise

Date

Nom de l'Entreprise

Cachet de l'Entreprise

ⁱ Il y avait déjà un autre projet de développement financé aussi par USAID-DFID à travers ACCELERE ! Phase1 dans les mêmes provinces. Il a été recommandé de prioriser les écoles touchées par la crise parmi celles déjà ciblées par ce programme de développement.